



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2440  
8 mai 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## Ventes de Rafale aux dictateurs du Golfe **Hollande** au service des marchands de mort



THE YEMEN TIMES

### **Népal**

L'aide dérisoire  
des grandes  
puissances

page 16

### **FN**

Du père à la  
fille, toujours le  
même poison

page 4

23, 24, 25 mai:  
**La Fête de  
Lutte Ouvrière**

page 7 et 9

# Rafale, un engin de mort et un gâchis social

Après avoir vendu 24 Rafale à l'Égypte et 36 à l'Inde, Hollande s'est déplacé au Qatar pour signer un contrat de 6,3 milliards d'euros portant sur 24 appareils. Le Rafale, réputé invendable, est en passe de devenir un succès commercial.

S'en féliciter est déplacé. Il ne s'agit pas de vendre des sacs à main ou une bonne comédie de cinéma, mais des engins de mort !

L'actuelle lune de miel entre la France et les États du Golfe, qui ont invité Hollande à leur conseil de coopération, découle de l'engagement militaire et politique de la France à leurs côtés. Elle est le fruit de cette politique sordide qui consiste à tisser des alliances pour favoriser les intérêts de la bourgeoisie française dans le monde.

Cette politique n'est guidée ni par la recherche de la paix, ni par la lutte contre le terrorisme. D'ailleurs, qui croira que la France défend la démocratie avec le régime du général al-Sissi, qui liquide dans le sang toute tentative d'opposition en Égypte ? Qui croira que la France lutte contre le terrorisme quand elle arme le Qatar, cette monarchie pétrolière connue pour son soutien à des milices fondamentalistes dont les valeurs moyenâgeuses n'ont rien à envier aux groupes armés qui se réclament de l'État islamique !

Ces ventes résument le cynisme de la politique extérieure française. La France a beau être devenue un impérialisme de seconde zone, tous les gouvernements qui se succèdent se battent pour maintenir le rang de la bourgeoisie française dans le monde. Et Hollande est un défenseur zélé de cette politique.

Si Sarkozy a mené une guerre, en Libye, Hollande en a déjà trois à son actif : au Mali, en Centrafrique et en Irak. S'il avait obtenu l'accord des États-Unis, il se serait bien vu, en outre, participer à la guerre en Syrie. Et c'est sans compter les soldats stationnés au Liban et en Afrique.

Et comme l'argent est le nerf de la guerre, Hollande vient de décider une rallonge de 3,8 milliards des crédits de la Défense prévus jusqu'en 2019. Le gouvernement coupe dans toutes les dépenses sociales, mais il y aura plus d'argent pour les interventions militaires qui ne font qu'alimenter le chaos, les dictatures et les terroristes.

Dans la politique va-t-en-guerre et dans la vente des Rafale, Hollande sera allé plus loin que Sarkozy !

Non, le Rafale n'est pas une bonne affaire, ni politiquement, ni économiquement. Il est et restera un immense gâchis d'argent public.

Pour soutenir le Rafale, l'État s'était engagé, en cas d'échec à l'exportation, à acheter la totalité de la production annuelle, soit un minimum de 11 avions par an. Ce qu'il a fait pendant vingt ans. Au prix unitaire de 150 millions, cela a donc coûté entre un et deux milliards par an. Alors, si bonne affaire il y a, elle est pour les profits de Dassault, Thales et Safran.

Quant à soutenir le Rafale au prétexte que cela créerait des emplois, c'est stupide. La drogue et la prostitution créent aussi des centaines de milliers d'emplois, faut-il applaudir ? À ce compte-là, il faudrait aussi souhaiter les guerres, puisqu'elles assurent toujours le plein emploi !

L'industrie de l'armement est le symbole de l'immense gâchis de capital et de travail que constitue l'économie capitaliste, et le signe d'une société pourrissante.

En Égypte et en Inde, avec les milliards dépensés pour acheter les Rafale, combien de routes, de ponts, d'écoles et de dispensaires pourraient être construits ? Combien de villages pourraient être électrifiés ou raccordés à l'eau potable ?

En France, imaginons que les ouvriers et les ingénieurs que l'on fait travailler sur le Rafale, et qui ont des compétences formidables, travaillent sur des programmes d'aviation civile, de transport public, dans la recherche médicale ou dans le secteur de l'énergie. Combien de cœurs artificiels, de TGV, accessibles à toutes les bourses, pourraient être fabriqués ? Là, on pourrait parler de progrès.

L'économie marche sur la tête parce qu'elle est dirigée par une minorité obsédée par le profit et prête à faire tout et n'importe quoi de son capital, pourvu que cela lui rapporte.

Pour y mettre fin, il faut enlever à cette minorité le droit de décider au nom de tous. Le capital qui lui donne ce pouvoir est le fruit de notre travail à tous. C'est collectivement qu'il faudrait décider de son utilisation, des productions et des emplois à développer.

C'est à cette condition que l'on pourra en finir avec l'exploitation, les inégalités et les guerres qui en découlent. Alors, le Rafale pourra être remis au musée des antiquités, à côté du silex biface et de la catapulte.

## Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		DANS LE MONDE			
Le Pen père et fille : le même poison	4	Le 1 <sup>er</sup> mai dans le monde	7	Itron - Chasseneuil-du-Poitou	12
Changement de nom à l'UMP	4	France-Maroc : collaboration judiciaire poussée	7	Europcar	12
Calais : violences policières contre les migrants	4	Népal : le séisme et les priorités des grandes puissances	16	Gardes de nuit à l'hôpital	12
La loi sur le renseignement	5	Mauritanie : grève aux mines de Zouérate	16	PSA - Rennes	13
Entente dans le secteur du poulet	5	USA : six policiers inculpés	16	PSA - Sochaux	13
Le Moyen Orient, un créneau pour les patrons français	6	<b>IL Y A 70 ANS</b>		Mory Ducros - Mory Global	13
Le Gabon, Bongo et la France	6	8 mai 1945 : la fin de la Seconde Guerre mondiale	10	Délifrance - La Beuvière (Pas-de-Calais)	14
Accusations d'abus sexuels contre l'armée française en Centrafrique	6	<b>ENTREPRISES</b>		Ouvriers boulangers de Vaulx-en-Velin	14
		Dassault Trucks - Lyon	11	Carrefour-Market - (Vanves)	14
		NTN-SNR - Annecy	11	Usine Sambre-et-Meuse	15
				Michelin : mort d'un « sale capitaliste »	15

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.



# Le syndicalisme en question ? la lutte de classe est bien vivante

**On assiste à une campagne antisyndicale qui n'est pas nouvelle mais qui, à l'approche du 1<sup>er</sup> mai, s'est encore accentuée.**

Les sondages ont succédé aux sondages, à partir de questions plus saugrenues les unes que les autres. Comme si interroger les « Français » – quels Français ? – pour savoir s'ils considèrent que les patrons sont plus utiles que les syndicats et autres balivernes, avait un sens. À cela se sont ajoutés différents commentaires, venant de journalistes, spécialistes autoproclamés ou politiciens de tous bord, pour expliquer que les syndicats ne font plus recette.

La preuve avancée a été les dernières

manifestations du 1<sup>er</sup> mai qui n'ont pas rassemblé les foules, en omettant, en toute mauvaise foi, que trois semaines auparavant, le 9 avril, il y avait quand même plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans toutes les grandes villes de France ; en occultant aussi, à l'occasion de ce 1<sup>er</sup> mai, le fait que le défilé du FN était squelettique comparé aux manifestations appelées par la CGT, seul syndicat à appeler à le faire ce jour-là à l'échelle du pays avec Solidaires et la FSU, et qui ont rassemblé

65 000 manifestants, selon les chiffres de la police. Et si l'on veut poser ce problème, il serait plus honnête de faire état d'autres chiffres, comme ceux de la participation aux élections professionnelles dans les grandes entreprises, là où la pression antisyndicale se fait un peu moins sentir.

Mais le fond du problème se situe ailleurs : l'utilité du syndicat, du point de vue des intérêts des travailleurs s'entend, ne se mesure pas à son rôle dans les organismes paritaires et institutionnels. C'est même le contraire.

Les syndicats, du moins ceux qui se situaient sur le terrain de

classe, qui s'opposaient au pouvoir quasi dictatorial de patrons se sentant tout permis, ont été utiles aux travailleurs pour organiser leur défense à tous les niveaux, aussi bien au niveau de l'entreprise qu'à l'échelle d'un pays et au-delà des frontières. Durant toute une période, ils n'avaient pas d'existence légale et, même quand ils l'ont acquise, ils n'étaient pas admis par certains patrons. Ils étaient, à cette époque, minoritaires par rapport aux « Français » et même par rapport aux salariés, ce qui n'empêche qu'ils ont joué un rôle indispensable.

En France, et plus encore dans d'autres pays, le

syndicalisme est devenu « officiel », institutionnalisé – y compris sous des dictatures comme celles de Franco ou de Pétain en France. Certains de ses dirigeants se sentent, parfois depuis longtemps et encore aujourd'hui, plus proches des gouvernements que des salariés dont ils prétendent représenter les intérêts. Il n'empêche que le syndicalisme de classe est encore bien vivant, incarné par des dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui, dans les entreprises, ne baissent pas les bras. C'est cette existence qui suscite la hargne épistolaire de tous ces commentateurs de salon.

Jean-Pierre Vial

## 1<sup>er</sup> mai : travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière !

**Malgré les vacances scolaires, le long week-end, la pluie et les oiseaux de mauvais augure qui annonçaient d'avance un échec de la mobilisation, des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés le 1<sup>er</sup> mai à l'appel de la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNSA, dans les rues de Paris et d'autres villes.**

À Paris, une dizaine de milliers de personnes, essentiellement rassemblées dans le cortège de la CGT, ont conspué l'austérité et les lois Macron. Quelques pancartes ou banderoles d'entreprises montraient le caractère

ouvrier du cortège, avec quelques groupes particulièrement dynamiques et compacts, comme les travailleurs sans papiers des Yvelines et ceux du nettoyage, en grève depuis plusieurs semaines.

Lutte Ouvrière défilait

avec un cortège de plusieurs centaines de manifestants arborant des drapeaux rouges. Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller étaient présentes. « *Contre la bourgeoisie et ses serviteurs politiques, faire entendre le camp des travailleurs* », disait l'une des banderoles. Et l'autre proclamait : « *Non à l'union nationale avec le capital, oui à l'unité des travailleurs du monde entier* ».

Affirmer en cette

journee internationale des travailleurs les idées internationalistes, rappeler que, pour les communistes révolutionnaires, les travailleurs n'ont pas de patrie et un seul ennemi, le patron, était un des objectifs du cortège Lutte Ouvrière. Nathalie Arthaud a ainsi conclu, dans sa prise de parole, par la « *nécessité de dire et de redire que le fardeau, pour les exploités, ce n'est pas l'immigration. Car les immigrés sont des*

*travailleurs.* » Ajoutant : « *Notre fardeau à nous, les travailleurs, c'est l'exploitation et tous ces parasites qui prospèrent et vivent grassement sur le fruit du travail de tous.* »

Après la journée de mobilisation du 9 avril, où beaucoup avaient exprimé leur désaccord avec le « tout pour les patrons » de la politique gouvernementale, celle du 1<sup>er</sup> mai y a fait écho.

Viviane Lafont

## Jours fériés : vive le mois de mai

Comme toutes les années où le calendrier ne fait pas aux patrons la fleur de placer le 1<sup>er</sup> mai et le 8 mai un dimanche, on entend la rengaine des jours fériés du mois de mai qui seraient trop nombreux.

Tout cela est affaire de point de vue. D'un côté, les travailleurs sont tous contents de pouvoir souffler lors des jours fériés qui viennent raccourcir la semaine ou la couper en deux. De l'autre, il y a les patrons petits et gros, mais quand même surtout les gros, dont le profit dépend du travail... de leurs salariés, et qui ne voient pas

pourquoi il faudrait que ceux-ci s'arrêtent d'en suer. Ces deux manières de voir s'opposent sur les jours fériés, mais aussi sur les horaires de travail, sur les salaires et sur pas mal d'autres choses.

Bien sûr le patronat, dont le point de vue est infiniment plus relayé dans les médias que celui des travailleurs, drape ses exigences dans « l'intérêt de l'économie française », qui serait l'intérêt général. Les capitalistes trouvent donc naturel de faire passer leur propre intérêt pour celui de tous. Pourtant, quand il y a des millions de chômeurs,

on ne voit pas bien en quoi faire travailler encore plus ceux qui ont déjà un emploi irait dans le sens de l'intérêt général.

À force de réduire les effectifs dans toutes les entreprises, c'est-à-dire mettre les uns au chômage et intensifier le travail des autres, les emplois sont devenus de plus en plus pénibles et aucun jour férié n'est de trop pour personne. Si même le discours patronal pouvait s'arrêter les jours fériés, cela les rendrait encore plus reposants. Mais autant demander du lait à un bouc.

Pierre Royan

## Quand Gattaz « embauche »

Gattaz, président du Medef, est connu pour arborer sur son veston un pin's qui promet un million d'emplois. Bien sûr, il se moque du monde. D'ailleurs, quand Gattaz embauche vraiment, cette fois comme patron de Radiall, une usine du Jura qui fabrique des pièces de haute précision pour l'aéronautique, le chiffre qu'il annonce porte sur... douze emplois.

Cela ne l'empêche pas de se plaindre de ne pas trouver d'apprentis car, dit-il, les centres de formation à proximité ont

fermé et « *les meilleurs décolleteurs sont partis en Suisse* ».

Ont-ils trouvé là-bas des salaires moins bas que chez Radiall ? Gattaz ne le dit pas. En revanche il précise que, pour ce qu'il appelle ses investissements, il touchera des aides publiques sous forme d'impôts réduits.

Salaires au plancher pour les travailleurs, cadeaux du gouvernement pour les patrons : cela n'empêche pas Gattaz de pleurer la bouche pleine.

P.L.



## Le Pen père et fille : un même poison

Lundi 4 mai la direction du FN a désavoué et suspendu Jean-Marie Le Pen, fondateur et, pendant des dizaines d'années, unique dirigeant du parti d'extrême droite.

Au-delà de l'importance toujours démesurée que la presse donne à tout ce qui touche le FN, un parti qui fait vendre du papier, au-delà du psychodrame père-fille, ressortant plus de la succession boutiquière que de la tragédie antique, avec comptes en Suisse et captations d'héritages en cascade, il y a bien deux tactiques politiques qui s'affrontent à l'extrême droite.

Le Pen Marine a fait prospérer l'héritage électoral paternel. Elle a continué sur les mêmes thèmes racistes, antiouvriers, anti-pauvres. Mais elle a surtout remporté des succès électoraux en profitant du dégoût suscité par Sarkozy d'abord

et surtout par Hollande maintenant, particulièrement dans une fraction de l'électorat populaire.

Ces succès permettent aujourd'hui à Le Pen fille et à ceux qui l'entourent de tenter de transformer le FN en parti de gouvernement apte à participer aux affaires dans la situation actuelle. Le Pen père, président d'honneur, continuait d'assurer le lien avec l'électorat traditionnel de l'extrême droite, pétainiste, OAS, etc. Mais en être réduit à ce seul rôle, et donc proférer de temps à autre l'énormité antisémite qui marque l'appartenance à la tradition fasciste, ne semble pas lui suffire.

La fille veut être

ministre. Le père ne se contente pas d'être le faire valoir du côté de l'extrême droite. Mais les deux sont des politiciens de la bourgeoisie et font leur fortune, politique et personnelle, en cultivant les préjugés réactionnaires les plus dangereux. Que le FN se transforme ou non en parti de gouvernement, avec ou sans son fondateur, que ce dernier crée ou non une sorte de FN-canal historique, leurs idées sont à combattre et à proscrire des rangs des travailleurs.

Paul Galois

## Un rappel nécessaire

Lors d'un rassemblement du FN le 1<sup>er</sup> mai 1995, trois skinheads qui participaient au défilé avaient jeté à la Seine un Marocain, Brahim Bouarram, qui s'y était noyé. C'était il y a vingt ans. Mais qui pourrait affirmer que leur crime appartient à un passé révolu et que de telles exactions, voire des pogroms, ne se produiront



pas demain?

Même si Marine Le Pen réussit, relayée par la presse, à donner une image « dédramatisée » de son parti, il n'est qu'à entendre ses invectives contre les travailleurs immigrés, assimilés à des terroristes alors qu'ils viennent ici au péril de leur vie, dans l'espoir de trouver un travail, pour

voir le vrai visage du FN. Qualifiés de toniques et musclés par ses partisans, ses discours sèment la haine entre travailleurs, à l'heure où une lutte d'ensemble est plus que jamais nécessaire contre les attaques patronales, relayées par le gouvernement socialiste.

J.S.

## UMP : changement d'herbage réjouit les veaux

À peine éclipsée par la naissance du royal baby, la grande nouvelle est tombée dimanche 3 mai dans l'après-midi : l'UMP change de nom pour devenir Les Républicains.

Il s'agit de faire oublier l'UMP et surtout les multiples scandales que la justice n'a toujours pas fini de démêler, si elle y parvient jamais. Sarkozy espère aussi, grâce à ce nouvel emballage, rassembler suffisamment de suffrages au premier tour de l'élection présidentielle pour distancer Le Pen et le candidat PS. Il faut pour cela qu'il

réussisse à imposer une seule candidature à droite, la sienne, au nom de tout ce qui n'est ni PS ni FN. C'est à cela que doit servir le nouveau nom.

Quant au programme politique, il n'a aucune importance. Sur le fond, Sarkozy fera, comme les autres, la politique exigée par le grand patronat. Sur la forme, il fait ce qu'il croit électoralement payant sur le moment. Aussi, engagée dans une course à droite avec le FN, la république de Sarkozy est aussi autoritaire, antiouvrière, xénophobe, dure aux pauvres et

prête à la croisade contre l'islam que celle de Le Pen.

Mais, au fond, on se demande pourquoi la droite se donne tant de mal et paye, sans doute fort cher, des publicitaires pour lui fabriquer titres ronflants et nouveaux logos. Son meilleur agent électoral n'est-il pas la politique antiouvrière de Hollande, qui démoralise l'électorat de gauche et qui ne se prive même pas, le cas échéant, de faire voter pour la droite, au nom des valeurs communes de tous les « républicains » ?

Paul Galois



## Calais : violences policières contre les migrants

Le journal *Libération* a rendu publique la retranscription d'un enregistrement audio où des gendarmes tentent de dissuader des migrants, venus porter plainte après avoir été agressés par des policiers près du terminal de Calais. Les violences policières sont banales. Ce qui ne l'est pas, c'est que des migrants osent porter plainte pour se défendre.

Il y a un an, une vingtaine de migrants, des femmes, des hommes et des adolescents, tentant de passer en Angleterre en s'introduisant dans un camion poids lourd, s'étaient fait prendre par la police. Après avoir été frappés par le chauffeur devant les policiers, les migrants hommes avaient été emmenés hors

de la ville, où ils avaient été une nouvelle fois frappés par les policiers.

De retour dans la « jungle », cette zone proche du terminal de Calais où les migrants tentent de survivre, ils ont raconté leur histoire. Des militants associatifs leur ont suggéré d'aller raconter ce qu'ils avaient subi aux

gendarmes, ce qu'ils ont eu le courage faire. Et une juriste qui les accompagnait a enregistré leur passage à la gendarmerie.

Les gendarmes ont alors tout fait pour les dissuader de porter plainte, menaçant les migrants de « retomber », d'avoir « du gendarme et du policier (...) à gogo ». Et les phrases prononcées par les gendarmes reflètent la banalisation de cette violence à l'encontre des migrants. « Dans leur pays, ils oseraient dire que la police les a cognés ? », a dit l'un.

Le commandant des gendarmes s'est plus longuement expliqué en direction

de la juriste : « Maintenant, ils viennent dire : "Ouais, mais il m'a frappé !" Certes, ça ne se fait pas. Mais on va aller jusqu'où comme ça ? Bientôt, ils vont venir s'installer là, et puis on va devoir leur dire merci ? (...) Je me rends bien compte que c'est des gens qui sont dans la misère, je suis sûr qu'ils seraient sûrement mieux chez eux que de devoir traverser tout ce qu'ils traversent. Mais quand on a la situation qu'ils ont, ben, faut tout accepter, malheureusement. Ça fait partie de la chose. »

En effet, ils quittent leur pays, abandonnent tout, traversent les pires calvaires,

dans l'espoir d'une vie supportable pour eux ou leur famille. Les barrières et autres violences policières ne les stopperont pas. Les guerres qui s'accroissent au Proche-Orient, en Afrique ou ailleurs ne feront que grossir les rangs des candidats à l'émigration.

« On va aller jusqu'où comme ça ? » Cette question, ce n'est pas aux migrants qu'il faut la poser. Elle se pose à tous. Soit cette organisation sociale capitaliste est renversée, soit elle engendrera toujours plus de barbarie et de comportements barbares, à l'autre bout du monde et ici.

Pierre Royan



# Loi sur le renseignement : un gouvernement à l'écoute

Mardi 5 mai, les députés devaient se prononcer sur la loi sur le renseignement présentée par le gouvernement au nom de la lutte contre le terrorisme. La veille, une manifestation était organisée par les nombreuses organisations opposées à cette loi, parmi lesquelles Amnesty international, ATTAC, des syndicats de journalistes, d'avocats, la Ligue des droits de l'homme, le MRAP, la CGT et Sud Solidaires. Elles dénoncent une loi de circonstance, après les attentats des 7 et 9 janvier, qui menace les libertés de chacun par des « méthodes de surveillance lourdement intrusives ».

L'arsenal est effectivement de taille. Des classiques écoutes téléphoniques ou balises sur les véhicules aux appareils permettant d'aspirer les données de téléphones ou d'ordinateurs situés à proximité, les sites visités par la personne surveillée, ses correspondants, tout peut être repéré et l'espionnage s'étend ainsi à sa famille, ses amis et ses collègues.

Le gouvernement voudrait même, en installant des « mouchards » chez les opérateurs (Orange, Free, etc.) et chez les hébergeurs (Google, Facebook, etc.),

détecter les utilisateurs qui auraient le profil de suspects potentiels.

Une partie de ces procédés existent déjà depuis longtemps : les journalistes, les avocats, les militants syndicaux et politiques impliqués dans des mouvements en savent quelque chose. Mais, en devenant des techniques « spéciales » et non plus illégales, ces procédés pourront d'autant plus facilement se banaliser. Le gouvernement dit prévoir des garde-fous : l'autorisation du Premier ministre devrait être temporaire pour quatre mois... mais renouvelable. Les

données devraient être détruites dans un certain laps de temps, une commission de contrôle devrait être consultée et les citoyens indûment surveillés pourraient porter plainte. C'est autant de poudre aux yeux.

Le plus flou, et par conséquent le plus facilement utilisable contre la population en cas de besoin, est sans doute le champ d'application de cette loi, qui concerne la « défense nationale, les intérêts de politique étrangère, la prévention du terrorisme, les intérêts économiques ou scientifiques majeurs, les violences collectives pouvant porter atteinte à la paix publique ». Ce sont autant de rubriques extensibles : pourquoi ne pas mettre une manifestation dans la catégorie « violence collective » ?

Mais le problème n'est même pas dans les termes de la loi. Il est qu'on ne peut faire aucune confiance à cet appareil d'État, à ses policiers, à son appareil judiciaire pour agir en



fonction des intérêts de la population et d'eux seuls. Tout cet arsenal peut servir à n'importe quel moment contre les organisations syndicales et politiques et les individus, en particulier s'il s'agit de travailleurs en grève. Il suffit que le gouvernement devienne plus autoritaire ou la situation plus difficile.

Ainsi la loi du 10 janvier 1936, sur les groupes de combat et milices privées, dirigée contre les organisations d'extrême droite comme l'Action française et les Croix de feu, permit de les interdire en tant qu'organismes de l'émeute du 6 février 1934. Elle fut ensuite utilisée aussi bien contre l'OAS, putschistes d'extrême droite partisans de l'Algérie française, que contre les partis luttant

pour l'indépendance de l'Indochine et de l'Algérie. Et elle servit aussi, en 1968, à dissoudre les organisations d'extrême gauche, parmi lesquelles Voix Ouvrière, dont est issue Lutte Ouvrière.

Rappelons aussi que les fichiers constitués par la police de la III<sup>e</sup> République, démocratique ou présumée telle, servirent ensuite aux arrestations opérées par le régime de Vichy, y compris le fichier des étrangers, qui permit d'envoyer des milliers de Juifs dans les camps de la mort.

Quelle confiance faire à un État et à une police qui, même s'ils se disent préoccupés de la défense de la population, sont avant tout destinés à maintenir une société d'exploitation ?

Sylvie Maréchal

## Cartels : du yaourt au poulet

L'Autorité de la concurrence avait épinglé dix fabricants de produits laitiers qui, de 2006 à 2012, s'étaient mis d'accord pour augmenter les prix. Parmi eux, le numéro un mondial, Lactalis, mais aussi des fabricants plus petits. Une amende collective de 192 millions d'euros avait été décidée, dont 56 millions pour le seul Lactalis. C'est maintenant au tour des volaillers – 35 dont là aussi les poids lourds du secteur, comme LDC (Loué et Le Gaulois) – d'être mis en cause pour les mêmes pratiques d'entente illégale entre 2000 et 2007.

La raison invoquée par les industriels était de faire face à la baisse de 30% du marché liée à l'épidémie de grippe aviaire et à la hausse des céréales. Les industriels ont été dénoncés... par les distributeurs qui auraient fait les frais de l'entente.

En moins de six mois, l'Autorité de la concurrence a dénoncé plusieurs ententes illégales. En décembre 2014, 13 fabricants

de produits d'hygiène, dont Procter et Gamble, Unilever ou Colgate-Palmolive, écopaient d'une amende d'un milliard d'euros. Fin mars 2015, un cartel de la farine était montré du doigt, juste avant celui des produits laitiers.

En fait, ces ententes font partie du fonctionnement normal du marché capitaliste, qui recherche le maximum de profits par tous les moyens, y compris

illégaux. Il est tout aussi habituel que ces affaires sortent grâce à des dénonciations et que l'Autorité de la concurrence soit compréhensive avec ceux qui « balancent ». Ainsi Yoplait, qui a dénoncé ses complices du « cartel du yaourt » auquel il participait jusqu'en 2011, a échappé à l'amende...

Rien n'empêchera les patrons de s'arranger entre eux, tant que n'existera pas une transparence totale, en commençant par supprimer le secret commercial et bancaire qui permet de camoufler toutes ces pratiques. Et, plutôt que compter sur cette Autorité de la concurrence si prompte à trouver des arrangements avec les fraudeurs, il faudra imposer un véritable contrôle de la population sur les prix et les pratiques des fabricants.

Cédric Duval

## Impôts : Total dit qu'il va payer comme tout le monde

« Nous allons payer des impôts sur les sociétés en France en 2015 », a claironné le nouveau directeur général du groupe Total, Patrick Pouyanne, dans les colonnes de l'hebdomadaire patronal *L'Usine nouvelle*. Le dirigeant du groupe industriel le plus profitable du CAC 40 espère ainsi « apaiser les polémiques à ce sujet ».

S'acquitter de ses impôts n'est pas un exploit. Mais, depuis 2012, Total n'a pas payé l'impôt sur les sociétés grâce aux déficits de ses raffineries et stations-services dans l'Hexagone. Face aux critiques, le groupe se défendait en expliquant qu'il a payé 950 millions d'euros de taxes diverses par an. « Je rêve de payer

plus d'impôts en France », avait même déclaré non sans cynisme devant l'Assemblée nationale son prédécesseur, Christophe de Margerie. Un « rêve » modeste qui va peut-être devenir réalité.

Avec des résultats annuels oscillant entre 10 et 12 milliards d'euros, ce sont 3 à 4 milliards supplémentaires que Total aurait dû verser chaque année, pendant trois ans, au Trésor public, puisque le taux de l'impôt sur les sociétés est de 33,33%.

Un manque à gagner conséquent pour l'État mais qui n'a certainement pas été perdu pour les actionnaires du groupe pétrolier.

Jacques Fontenoy



# Moyen-Orient : un créneau pour les capitalistes français

Au moment où Hollande signait au Qatar le contrat de vente de 24 avions de combat Rafale, fabriqués par Dassault, le PDG du groupe s'expliquait dans *Le Figaro*, autre propriété de la famille. Ce marchand de canons, Éric Trappier, est d'une franchise, si l'on ose dire, désarmante.

Le succès du Rafale à l'exportation, après vingt années où seule l'armée française s'était portée acquéreuse, s'explique, dit-il, par des raisons géopolitiques. C'est une façon élégante de dire que les dictatures du Moyen-Orient, indisposées par le cours actuel de la politique des États-Unis dans la région, trouvent ce moyen de le faire savoir au grand frère américain.

L'impérialisme américain, qui avait ostracisé l'Iran depuis le renversement du chah en 1979, revient en effet sur sa position. Les relations diplomatiques ont repris, les relations commerciales s'annoncent entre les États-Unis et l'Iran. Ce pays participe désormais quasi officiellement au maintien de l'ordre impérialiste en Irak et en Syrie. Le combat contre les bandes de Daesh n'est

qu'un prétexte. Il s'agit en fait de tenter d'éviter un effondrement général, de mettre un coup d'arrêt à l'extension du chaos que les interventions de l'Arabie saoudite, des Émirats et des armées impérialistes elles-mêmes ont provoqué. L'Iran se porte candidat au rôle de gendarme régional, la diplomatie américaine examine sa candidature avec bienveillance.

La stabilité de la région n'en sera pas assurée pour autant, car c'est justement le pillage par l'impérialisme, avec son cortège de dictatures, d'humiliations et de misère, qui en est la cause fondamentale. Mais, en réintégrant l'Iran dans leur sinistre partie, les États-Unis mécontentent leurs autres alliés. L'Égypte et le Qatar le lui disent en achetant du matériel français, en lieu et place des armes américaines. L'Arabie saoudite, en négociation



Avec les armes françaises, le Moyen-Orient n'a pas fini d'être un champ de ruines.

elle aussi avec les marchands de canons français, prétend montrer son utilité en bombardant le Yémen où interviennent des milices soutenues par l'Iran.

Dassault et surtout ses fidèles représentants de commerce, Hollande, Le Drian et Fabius, savent profiter de cette situation. Les dirigeants de l'impérialisme

français augmentent encore leur part de responsabilité dans la transformation du Moyen-Orient en champ de ruines.

Paul Galois

## La société et l'avenir selon Dassault

Trappier, le PDG de Dassault, n'a pas de mots assez forts pour « saluer la mobilisation des autorités françaises » qui ont rendu possible la signature de contrats mirifiques pour ses avions Rafale. Et de citer Hollande, Le Drian, Fabius et même l'armée française dans son ensemble, qui a démontré la valeur de cet avion sur les théâtres d'opération.

Tout est dit en une seule phrase : l'État au service du capital, la servilité des politiciens socialistes, la guerre et le meurtre pour vendre leur sale camelote. Le seul pauvre et fallacieux argument avancé en faveur des ventes d'armes, disant qu'elles créeraient des emplois, est balayé en une phrase par le patron de Dassault : pour les emplois, il faudra attendre

d'autres contrats !

Pour finir, l'homme de Dassault déclare préparer la société et la tuerie tarifée pour les cent prochaines années : « Elle sera duale, civile et militaire, et devra rester à la pointe de l'innovation. » L'innovation serait que, avant le prochain siècle, aucun enfant ne sache plus ce qu'est un militaire.

P. G.

## Gabon : sous la coupe de la famille Bongo... et de la France

Les liens tissés entre Omar Bongo, dictateur du Gabon, soutenu durant tout son régime par la France, et le trust pétrolier français Elf, devenu Total, avaient déjà défrayé la chronique. Ça continue avec ses successeurs...

Aujourd'hui, les querelles de succession entre Ali Bongo, successeur de son père à la tête de l'État gabonais, et sa sœur aînée Pascaline, qui organise l'inventaire de la succession paternelle à partager avec

les 51 autres héritiers, font apparaître une société financière, la société holding Delta Synergie.

Au travers de cette nébuleuse financière, la famille Bongo a fait main basse sur plus de quarante sociétés,

s'assurant la mainmise sur des pans entiers de l'économie du pays.

Delta Synergie est en relation avec des sociétés françaises qui s'octroient, selon *Le Monde*, plus de 30 % du marché du Gabon. Elle est liée à Total au travers d'une société de raffinage. Aux côtés de la famille Bongo, plusieurs sociétés françaises font partie du capital de Delta Synergie, directement ou

par filiales interposées : la BNP, Bolloré, Bouygues, Veolia, qui détient depuis 1997 le monopole de l'eau et de l'électricité dans le pays, ou encore Eramet, groupe dont l'actionnaire principal est la famille Duval, 68<sup>e</sup> fortune de France, qui exploite plusieurs mines de manganèse au Gabon. Quant à l'entreprise française Rougier, qui dispose de plus de deux millions d'hectares de concessions forestières au

Gabon et dans les pays voisins, elle n'a semble-t-il pas de lien avec Delta Synergie, mais l'État du Gabon l'a renflouée en 2012 à hauteur de 35 % du capital de sa filiale africaine.

Si on ajoute que plus d'un tiers des 1,6 million de Gabonais vivent sous le seuil de pauvreté, on a un tableau du système d'exploitation qui pèse sur le pays

Jean Sanday

## Centrafrique : une tache de plus sur un drapeau pas propre

Le journal britannique *The Guardian* a dévoilé un rapport secret de l'ONU mettant en cause quatorze militaires français ayant violé des enfants dans le camp de M'Poko, près de Bangui, capitale de la Centrafrique.

Les faits ont eu lieu entre décembre 2013 et juin 2014, aux premiers mois de l'opération Sangaris, l'actuelle intervention militaire française en Centrafrique. Dans le camp de M'Poko s'entassaient alors 100 000 réfugiés fuyant les violences de la guerre civile. L'armée

française était censée sécuriser ce camp. C'est dans ce cadre qu'en échange d'un peu de nourriture, plusieurs garçons âgés de 9 à 13 ans ont été contraints à des rapports sexuels avec des militaires.

La justice française avait été saisie fin juillet

2014, après qu'un cadre de l'ONU a transmis le rapport aux autorités françaises. Une enquête judiciaire avait alors été ouverte... en toute discrétion, puisque la justice centrafricaine n'avait pas été mise au courant ; et avec une efficacité relative puisque, neuf mois plus tard, les quatorze militaires ne sont toujours pas identifiés, selon la version officielle.

Face au scandale, le gouvernement, au courant depuis juillet, feint

l'indignation. Hollande a promis d'être « implacable » ; Le Drian, ministre de la Défense, exhorte les violeurs à se dénoncer, déclarant non sans emphase qu'ils ont « sali le drapeau français ».

Hollande et Le Drian aimeraient faire croire que l'armée française n'est pas coutumière de tels faits, à l'égal de toutes les armées coloniales. Rappelons qu'en 1994, lors de l'opération Turquoise au Rwanda, des militaires français avaient déjà

violé des femmes tutsies dans un camp de réfugiés. En 2005, six d'entre elles avaient osé porter plainte. Dix ans plus tard, et vingt ans après les faits, leurs violeurs courent toujours.

Quand l'impérialisme français intervient dans une ancienne colonie, c'est pour en assurer le pillage en faveur de ses entreprises, et jamais pour protéger la population. Alors, pourquoi ses soudards se gêneraient-ils ?

Julie Lemée



# 1<sup>er</sup> mai dans le monde : loin du muguet...

Lorsque les militants socialistes de la Deuxième internationale, réunis en congrès en 1889, décidèrent d'une journée de manifestation internationale, le Premier mai, il s'agissait non seulement d'exiger la journée de huit heures mais aussi d'affirmer qu'au-delà des frontières les intérêts des travailleurs étaient les mêmes. La date était choisie pour marquer la solidarité des socialistes du monde entier avec les militants ouvriers anarchistes, exécutés en 1887 à Chicago à la suite d'une grève pour la journée de huit heures.

Après le Premier mai de 1890, de nombreux autres virent s'enchaîner grèves, manifestations, et répressions organisées par les gouvernements bourgeois. Le régime nazi et Pétain en firent une journée de fête dite du travail, et, si c'est aujourd'hui en France une journée chômée et payée, dans d'autres pays les manifestations du 1<sup>er</sup> mai

sont restées des combats. En Turquie, par exemple, où cette année encore le président Erdogan a fait intervenir la police pour disperser les manifestants partis du quartier de Besiktas, à Istanbul, avant qu'ils ne rejoignent la place Taksim, interdite aux rassemblements depuis juin 2013, 134 manifestants ont été arrêtés.

De nombreuses autres manifestations ont rassemblé des milliers de travailleurs dans le monde, la plupart du temps à l'appel des organisations syndicales. En Allemagne, par exemple, 470 cortèges ont réuni plusieurs centaines de milliers de participants. À Athènes des manifestants se sont rassemblés à l'appel du PAME, le syndicat lié au KKE, le parti communiste grec. Puis une manifestation plus nombreuse réunissait les travailleurs à l'appel des autres syndicats ; on put y voir des ministres du gouvernement Tsipras, Varoufakis



1<sup>er</sup> mai à Istanbul.

notamment, mais aussi de jeunes militants de Syriza s'adressant ainsi aux travailleurs : « Sans toi, la machine ne tourne pas, le travailleur n'a pas besoin de patron ».

À Séoul, en Corée du sud, des dizaines de milliers de manifestants ont protesté contre les attaques du gouvernement contre les travailleurs. À Manille, le cortège réclamait la démission

du président Aquino. À Beyrouth, à Bagdad, à Téhéran, à Dacca, à Rangoun, à Taïwan, des manifestations ont rappelé que la classe ouvrière existe partout, de plus en plus nombreuse et qu'elle pourrait constituer une force, la seule capable de s'opposer efficacement aux menées absurdes et dangereuses du capitalisme.

Viviane Lafont

## France-Maroc : collaboration judiciaire contre les opposants

**Le gouvernement français vient de déposer devant l'Assemblée nationale, pour examen en procédure accélérée, un projet de loi sur l'entraide judiciaire entre France et Maroc. Si cette loi est votée, elle rendra beaucoup plus difficile le recours devant la justice française de victimes de crimes commis au Maroc.**

C'est le 6 février que la ministre de la Justice Christiane Taubira et son homologue marocain ont signé un accord modifiant la Convention d'entraide judiciaire entre les deux pays, accord que le gouvernement français veut faire entériner au plus vite.

Il prévoit que chacun des deux pays informe immédiatement l'autre de toute procédure pénale ouverte sur son territoire qui pourrait engager la responsabilité d'un ressortissant de l'autre pays.

Ainsi, si le crime ou délit faisant l'objet d'une

enquête en France est gênant pour l'État marocain, celui-ci sera immédiatement mis au courant par les autorités françaises et aura plus de possibilités pour interférer dans le déroulement de l'enquête, prévenir les personnes mises en cause, intimider les victimes ou les témoins, etc.

Cet accord rendra par exemple impossible le désagrément subi par Abdellatif Hammouchi, le chef des services de renseignements marocains, en février 2014. Se trouvant en France sans

immunité diplomatique, il avait reçu la visite de policiers français le convoquant devant un juge au sujet de plusieurs plaintes pour torture et complicité de torture.

Depuis, Hammouchi n'a plus été inquiété par la justice française, et Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, a même annoncé en février 2015 qu'il devrait bientôt être décoré de la Légion d'honneur. Mais il semble que cela n'était pas encore suffisant pour mettre fin au

froid diplomatique entre les deux pays déclenché par cet « incident regrettable », comme a osé le qualifier Cazeneuve.

Avec cette dernière modification de la Convention d'entraide judiciaire entre la France et le Maroc, un incident de ce genre pourra être évité... au détriment de toutes les victimes de l'État marocain qui n'ont souvent d'autre solution pour se faire entendre que de porter plainte devant des tribunaux étrangers.

Valérie Fontaine

## Fil rouge

### INA, la présidente roule... le contribuable

Agnès Saal, la présidente de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) a dû démissionner après qu'a été révélée sa faramineuse facture de taxi, 40 000 euros en dix mois, payés par l'Institut. Celui-ci fournissait pourtant une voiture avec chauffeur mais ce véhicule n'était pas disponible le week-end.

Le fils d'Agnès Saal a pour sa part largement profité des largesses de l'audiovisuel public, puisqu'il a totalisé 6 700 euros de factures. Mais ceux qui

peinent à payer la redevance télé, d'où provient la plus grande partie des ressources de l'institut, seront ravis d'apprendre que pour la présidente il s'est agi tout juste d'une « maladresse ».

Pour ces gens, dilapider l'argent public est une seconde nature. Ce qui est une maladresse, c'est de se faire prendre.

### Météo-nationalisme

« Les nuages de pollution qui ont touché Strasbourg, qui ont touché Lille, sont venus de l'extérieur de nos frontières. Je suis en train de voir pourquoi il y a ces pollutions. » a déclaré Ségolène Royal, montrant ainsi

que devenue ministre de l'Écologie elle n'en continue pas moins de solliciter les réflexes cocardiers.

Génial ! La ministre vient de découvrir le vent. On pensait qu'elle en était une spécialiste.

### Salaires en hausse... pour les PDG

Bonne nouvelle pour les patrons du CAC 40 : cette année leur rémunération a augmenté alors que, paraît-il, elle stagnait depuis trois ans. En 2015, ils toucheront en moyenne 2,26 millions d'euros. De quoi voir venir...

Mais, comme chaque année, quelques patrons

ont trouvé cette somme un peu juste et se sont accordés des salaires dépassant les 3 millions. C'est le cas des patrons de L'Oréal, Carrefour, Airbus, LVMH et Renault.

Les patrons du CAC sont, en revanche, beaucoup moins généreux avec leurs salariés que pour eux-mêmes et leurs actionnaires.

### Les femmes toujours moins payées

Il y a un an, le gouvernement a promulgué une loi censée imposer l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Depuis, rien n'a bougé.

À emploi équivalent, les femmes gagnent toujours 10 % de moins que les hommes. Et comme les femmes occupent plus souvent des emplois moins qualifiés et à temps partiel, en moyenne elles gagnent en fait 25 % de moins.

La loi prévoyait des sanctions financières. Quelques entreprises se sont fait taper sur les doigts. Mais, comme souvent dans ces situations, les patrons ont préféré payer des amendes que d'appliquer la loi.

Là encore, pour imposer l'égalité, mieux vaut compter sur les luttes plutôt que sur les lois.



# La Fête de Lutte Ouvrière

Dans maintenant deux semaines aura lieu la Fête de Lutte Ouvrière. Elle sera une fois encore l'occasion pour tous ceux qui n'acceptent pas la loi des patrons de se retrouver dans une ambiance chaleureuse, à l'image du monde que nous voulons construire.

Tout au long de l'année le gouvernement, les patrons, les médias s'efforcent de nous faire croire qu'il ne peut exister entre travailleurs qu'une sauvage concurrence, une loi de la jungle de tous contre tous.

À la Fête de Lutte Ouvrière on peut vivre exactement le contraire. On y parle de la solidarité par-delà les frontières, des luttes actuelles ou à venir, et cela passe d'autant mieux que tout est prévu pour le plaisir de chacun, quels que soient son âge et ses goûts. La Fête de Lutte Ouvrière, c'est un grand rassemblement du « camp des travailleurs », qui est celui de l'avenir.

La Fête sera ouverte du samedi 23 mai à 11 heures jusqu'au soir à 23 heures, puis sans interruption du dimanche matin 9 heures au lundi 25 mai à 20 heures.

## Cartes d'entrée et bons d'achat à prix réduit

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont vendues 15 euros à l'avance, et 20 euros si vous les prenez à l'entrée. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons d'achat – d'un pouvoir d'achat de cinq euros, mais vendus quatre euros avant la Fête – sont également disponibles. Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à : **Lutte Ouvrière BP 233 – 75865 Paris Cedex 18**

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans omettre d'indiquer l'adresse d'expédition et un numéro de téléphone. Envoi franco.

## Pour venir à la Fête

- **Le train**: 38 minutes depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles-Courcelles (direction Persan via Montsoult), puis trajet à pied de 900 mètres pour rejoindre la Fête. Le pass Navigo, dézonné pendant les trois jours de la Pentecôte, permet de se rendre à la Fête **gratuitement**. Sinon, le prix de l'aller plein tarif est de 5,80 €.
- **Les autocars** gratuits: navette entre le métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête. Départ toutes les 20 minutes environ. Retour assuré.
- **La voiture, attention!** Presles est un petit village, et le stationnement y est très difficile.

À partir de nombreuses villes, départs collectifs en car ou en train. Renseignez-vous auprès de nos camarades, ou en consultant les pages régionales du site de Lutte Ouvrière.



## Au Grand Podium

### Samedi

**PAUL EXPLOIT**, chansons de gouttière pour rêver et résister

**EL GATO NEGRO**, cumbia latino cubaine

**ARCHIMEDE** groupe de rock français

### Dans les allées



Dimanche, 3 marionnettes géantes africaines, Les Mamas

### Dimanche

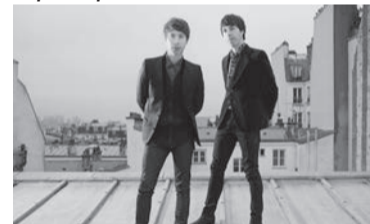
**NATALIA DOCO**, Chanteuse argentine pop

**LES BLEROTS DE R.A.V.E.L**

« Happy End Tour » Chansons françaises à l'énergie cuivrée

**STEPHANE RICHEZ**, chanson française

**R.I.C. (ROOTS INTENTION CREW)** World music détonante, flamenco, gipsy, hip-hop



Archimède

### Lundi

**Compagnie JOLIE MÔME**,



« Paroles de mutins », chansons contestataires théâtralisées

**MARTYMUSICSHOW**, musique festive

Certains artistes dédicaceront leurs CD et DVD au stand Disques situé à proximité du Grand Podium. Ils ne peuvent être réglés en bons d'achat, mais seulement en espèces ou en chèques.

## Au Théâtre de Verdure

### Samedi

**LA RABIA**, chants de lutte, rock de classe - *Le rendez-vous du 18 mars*, pièce de théâtre par **les AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS 1871** - *Cabaret lyrique* par la **C<sup>IE</sup> SOLEIL DE NUIT** - **SAM SOUL**, reprises des années 70

**Dimanche**  
*Le Marécage des cygnes* par

**Les Moyens du Bord**, opéra déjanté - **URBAIN LAMBERT**, blues country francophone - **JEF SICARD Quartet** Hommage à **Sonny Rollins**, jazz - **THE MOONLIGHT SWAMPERS**, standards rock

- **Élise ou la vraie vie**, pièce de théâtre d'après le roman de Claire Etcherelli, mise en scène et jouée par Eva Castro.

### Lundi

**LE CHAÎNON MANQUÉ**, chansons françaises - **RUE DE NANCY**, rock - *Le Marécage des cygnes* - **BLUES NON STOP**, blues



Jef Sicard

## La Cité des Arts

L'art sous toutes ses formes de façon abordable et ludique avec spectacles-conférences et ateliers: l'opéra - le groupe Octobre de Prévert - le théâtre de Shakespeare, avec comédiens et chanteurs lyriques - la technique vocale - la danse moderne - le dessin et la peinture sur toile - le modelage et la sculpture de gargouille médiévale - la musique contemporaine - les cathédrales gothiques - les films d'animation - la perspective en peinture - la fabrication des couleurs - la vie et l'œuvre de Rembrandt, de Rodin...

## Pour les enfants, tout est prévu

Une « carte orange » gratuite leur permet de ne rater aucun des nombreux jeux. Mais les parents doivent pouvoir se distraire aussi, en laissant leurs enfants s'amuser dans deux espaces protégés:

### • La Cité des jeunes

C'est une belle aire de pelouse et de sous-bois où les enfants trouvent tout pour être heureux: animations, dessins animés, contes, jeux, sous la surveillance permanente d'adultes qualifiés. Le seul problème à la Cité des jeunes est de convaincre les enfants de la quitter!

### • La Garderie

Les bébés (au-dessus de trois mois) y sont accueillis par des camarades compétents et attentifs.



# les 23, 24 et 25 mai à Presles (Val-d'Oise)

## Débats aux Chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels

**Henriette Asséo**, Les Tsiganes, les Roms, une destinée européenne - **William Blanc et Christophe Naudin**, auteurs de *Charles Martel et la bataille de Poitiers* - **Emmanuel Blanchard** (GISTI), la guerre aux migrants - **Docteur Alain Carré**, vice-président de l'association Santé et médecine du travail - **Serge Deruette**, auteur de *Jean Meslier, curé et athée révolutionnaire* - **Judith Carpenter**, éditrice du témoignage du militant trotskyste **Sam Johnson** *Toute ma vie, j'ai lutté* - **Marie-Laure Dufresne-Castets** (avocate) et **Pascal Moussy** (juriste du travail): les reculs dans le droit du travail - **Nathalie Ferré**, avocate au Gisti: les non-droits des étrangers - **Désirée et Alain Frappier** avec leur B.D. *Le choix* (d'avoir

un enfant ou pas) - **Daniel Kupferstein** réalisateur du documentaire *Les balles du 14 juillet 1953* et **Maurice Rajsfus**, auteur du livre *1953, un 14 juillet sanglant* - **Pierre Lemaitre**, auteur du roman, prix Goncourt 2013 *Au revoir là-haut* - **Mireille Le Van Ho**, auteure de *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre - 50 000 recrues dans les usines françaises* - **Judith Magre**, comédienne: ses lectures - **Marc Peschanski**: l'industrie pharmaceutique, entre pénurie organisée et explosion du prix des médicaments - **Marie-Cécile Plà**: témoignages sur *Les papiers, le combat de la dignité* - **Annie Thébaud-Mony**, présidente de l'association Travail-Santé-Environnement, et auteure de *La Science asservie*.

### Avec nos camarades de l'automobile:

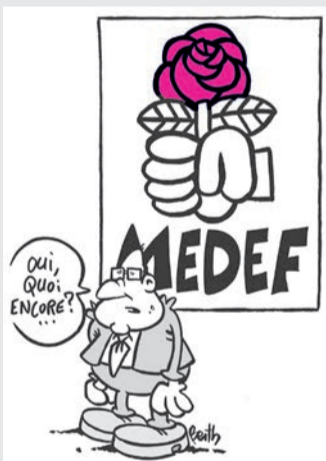
- Sur la politique antiouvrière du gouvernement et des patrons de l'automobile

### Avec les camarades de Combat Ouvrier:

- Révoltes et montées ouvrières dans les années 1930 en Caraïbe
- L'enrôlement des troupes coloniales par l'État français au cours de la Première Guerre mondiale

## Expositions...

- L'actualité vue par les dessinateurs de presse
- Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire
- Le mouvement noir aux États-Unis
- Grèce: la population refuse l'austérité
- Les interventions françaises en Afrique
- Irak: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme
- Des expositions historiques sur les luttes du mouvement ouvrier
- Sur la situation sociale dans les pays où nos camarades interviennent



## Le Carrousel de la connaissance:

### « L'humanité à la conquête de l'espace »

Des premiers astronomes et de leurs cartes du ciel, aux sondes qui aujourd'hui explorent l'univers, le Carrousel de la connaissance entraîne les visiteurs derrière les exploits des découvreurs « à la conquête de l'espace », pour un voyage audiovisuel de 45 minutes.

## Au Village médiéval

Du théâtre: *Le procès du cochon*, et une nouvelle pièce: *La farce du cuvier*, une scène de ménage au Moyen Âge.

Et puis, ses artisans, ses jongleurs, ses démonstrations d'escrime, le spectacle des Voleurs de feu, son bal folk.

Et pour clôturer la fête, le concert des Derniers Trouvères.

**Feu d'artifice** devant le château dimanche 24 mai à la nuit tombée

## À la Cité des Sciences

### Les débats

#### Samedi

**Annick Jacq** (biologiste): la biologie de synthèse - **Hubert Krivine** (physicien): de l'atome imaginé à l'atome découvert - **Fabienne Malagnac** (microbiologiste): les champignons - **Fanny Rybak** (biologiste): comment les animaux communiquent - **Sylvain Chaty** (astrophysicien): balade dans l'Univers - **Francis Hallé** (botaniste): l'histoire des dernières forêts primaires précédée du film *Il était une forêt*.

#### Dimanche

**André Langaney** (généticien): l'espèce humaine, 1000 siècles d'immigration clandestine - **Allan Sacha Brun** (astrophysicien): notre mystérieuse étoile, le Soleil - **Étienne Klein** (physicien): Univers, les grandes questions - **Franck Perez** (biologiste): voyage dans nos cellules vivantes - **Jean-Philippe Uzan** (astrophysicien): faut-il changer notre représentation de l'Univers? **Marc Peschanski** (biologiste): les thérapies géniques.

#### Lundi

**George Teutsch** (chimiste) et **André Ulmann** (médecin), co-découvreurs du RU486: les tribulations de la pilule du lendemain - **Aziz Ballouche** (géographe): l'Homme, artisan des paysages - **Thierry Foglizzo** (astrophysicien): naissance et explosion d'étoiles.

## Les miniconférences

Le cœur et ses maladies - Le chaos ce n'est pas l'anarchie - Se déplacer dans l'espace - Les neurones de la lecture - Rosetta et Philae - Drôles de drones - La machine de Turing - Le cancer, une histoire de gènes - L'accélérateur du CERN - Le vol des avions s'inspire-t-il de celui des oiseaux? - Féminin-masculin, quel genre de différences - Le plastique, c'est fantastique - La géothermie - Le séquençage du génome - Du chou fleur à la côte bretonne, les fractales - Des ondes pour sonder, voir et soigner - Magnétisme: la science face aux charlatans - La loi des grands nombres - Coïncidences et probabilités - Grippe Ebola: peut-on en finir avec ces virus? - Les moisissures dans la nourriture - Le GPS - Faut-il avoir peur des vaccinations?

## La Roulotte de la Science

Animations scientifiques itinérantes

## Arboretum

- Quatre promenades commentées de 50 minutes dans un sentier aux 110 espèces d'arbres: L'arbre, quel être étonnant! - Les arbres voyageurs - Reconnaître un arbre avec ses cinq sens - L'arbre des poètes et des conteurs.
- Expositions: Arbres remarquables d'ici et d'ailleurs - Collection de bois des forestiers de Grignon
- Conférences de **Francis Hallé**, botaniste, spécialiste des arbres et de l'écologie des forêts et de **Georges Feterman** président de l'association A.R.B.R.E.S (arbres remarquables).

## Au temps de la Préhistoire

### Pour voyager sur les traces de nos origines

- Un chantier de fouille grandeur nature
- Un bas fourneau en fonctionnement
- Une exposition commentée: L'histoire de nos origines
- Des conférences: **Jean-Luc Piel Desruisseaux** (préhistorien): Sur les traces des « premiers Parisiens » - **Lounes Chikhi** (généticien): Retracer notre histoire grâce à la génétique, de Néandertal aux premiers agriculteurs
- Des ateliers: allumer le feu - tailler le silex - s'habiller en homme préhistorique



## Cinémas

*Deux jours, une nuit* (J.-P. et L. Dardenne) - *Samba* (É. Toledano et O. Nakache) - *Leviathan* (A. Zvyagnitsev) - *Le procès de Viviane Amsalem* (S. et R. Elkabetz) - *Black coal* (Yi Nan Diao) - *Discount* (L.-J. Petit) - '71 (Y. Demange) - *Les combattants* (T. Cailley) - *Les insoumis* (M. Donskoï) - *La famille Bélier* (É. Lartigau) - *The Cut* (F. Akin) - *L'Enquête* (V. Garenq) - *Jimmy's hall* (K. Loach) - *Hippocrate* (T. Lilti) - *Timbuktu* (A. Sissako)

**Les documentaires:** *Miners shot down: le massacre des mineurs sud-africains de Lonmin Marikana* (R. Desai) - *Les balles du 14 juillet 1953* (D. Kupferstein) - *PSA Aulnay: les mots de la fin* (F. Raymond et L. Fossard) - *La guerre de l'ombre au Sahara* (B. Cohen et E. Nadler) - *Salut et fraternité* (O. Brun Moshetti) - *Du fer à la finance, l'empire de Wendel* (P. Benquet) - *Les messagers* (H. Crouzillat et L. Tura)

**Cinéma de nuit:** *Sacco et Vanzetti* (G. Montaldo)



## Le Parcours dans les arbres

Un parcours aérien d'arbre en arbre, homologué, pour se faire peur en toute sécurité. Sous la surveillance de moniteurs diplômés. Tyroliennes, ponts de singe, échelles, filets... Émotions garanties.

Accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m), Tarif: 4 euros.



Pour des raisons de sécurité et de propreté, les chiens ne sont pas admis dans l'enceinte de la fête



# 8 mai 1945 : la fin de la Seconde Guerre mondiale mais pas du système qui l'a engendrée

À 70 ans du 8 mai 1945, l'anniversaire de la défaite de l'Allemagne ne manquera pas de prendre un certain relief. Comme à chaque commémoration de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe, celle-ci sera célébrée comme « La victoire de la démocratie sur le nazisme », « La paix et la liberté retrouvées » auxquels s'ajoutera « Plus jamais ça ». Ce sont là autant de mensonges pour faire oublier que l'effroyable massacre et l'immense champ de ruines que ce deuxième conflit mondial a engendrés est à mettre au compte de la rivalité entre impérialismes rivaux, de la guerre économique entre capitalistes concurrents.

Le 8 mai 1945 ne marque pas la défaite des « forces du bien » contre les « forces du mal », mais la victoire d'un impérialisme sur les autres dans la lutte incessante qu'ils se mènent pour dominer le monde. Et ce système impérialiste, qui règne plus que jamais sur la planète, reste tout aussi capable qu'il y a 70 ans de la jeter dans des conflits sanglants.

## Une immense boucherie

La Seconde Guerre mondiale fut le conflit le plus meurtrier de toute l'histoire de l'humanité au point que le nombre de victimes est impossible à chiffrer précisément, approchant les 70 millions de morts !

Les civils payèrent, et de loin, le plus lourd tribut. 40 millions d'hommes, de femmes et d'enfants furent bombardés, massacrés, affamés. Pour ce qui concerne les militaires, 20 millions de soldats, sur les 70 millions mobilisés, ne revinrent pas de cette tuerie. Et six millions de Juifs mais aussi de Tziganes et d'autres minorités périrent dans les camps.

Au sortir des cinq années de barbarie, des villes comme Berlin, Varsovie, Stalingrad étaient presque totalement détruites. Dresde, Hambourg, Leningrad, pour n'en citer que quelques-unes, étaient des champs de ruines. Et Hiroshima et Nagasaki allaient le devenir en août 1945 avant la défaite du Japon.

À la fin de la guerre, des millions de personnes, ayant tout perdu, erraient sur les routes, traumatisées par les bombardements. Au mieux, elles se logeaient dans des caves. La famine faisait des ravages et pendant des années, la simple subsistance allait dépendre des cartes de rationnement. Nombre de routes, de ponts, de voies ferrées, de ports, étaient hors d'usage.

Nombre d'usines étaient bombardées, détruites.

## Victoire de la démocratie sur la barbarie ?

Après les terribles années de souffrance et face à ce désastre, la fin de la guerre fut ressentie comme un immense soulagement par les populations. Le 8 mai marqua, au moins en Europe, la fin de la guerre et de ses horreurs, ce que les dirigeants des pays vainqueurs présentent comme la victoire des démocraties sur le nazisme.

Certes, la guerre avait été déclenchée par le régime nazi au pouvoir en Allemagne. Mais quand Hitler était arrivé au pouvoir après l'écrasement de la classe ouvrière allemande, ni la France ni l'Angleterre n'étaient intervenues. Elles n'entrèrent en guerre que quand elles estimèrent que leurs intérêts économiques seraient menacés par la puissance croissante de l'Allemagne. De même, si les États-Unis intervinrent en invoquant la liberté et la démocratie, il s'agissait pour eux d'asseoir leur position de première puissance mondiale qui semblait menacée par les puissances de l'Axe.

Prétendre que la Deuxième Guerre mondiale fut une guerre de la démocratie contre le fascisme est une mystification. Elle fut une guerre entre impérialismes rivaux – comme l'avait été la Première Guerre mondiale. La victoire des « alliés » fut la victoire d'un impérialisme sur un autre mais ne remit pas en cause le système capitaliste qui avait engendré ces deux guerres successives.

Les dirigeants des pays capitalistes européens se félicitent encore des « trente glorieuses », des trente années de développement économique qui auraient suivi la fin de la guerre. Outre qu'elles ne furent



La ville de Dresde en ruines.

pas glorieuses pour tout le monde et qu'elles ne durèrent pas trente ans, elles prirent pied sur les destructions et les ruines de la guerre. Elles n'eurent pour effet que de reconstruire un monde capitaliste où demeure la menace permanente de nouveaux conflits.

## Plus jamais ça ?

Le 8 mai 1945 a mis fin à une guerre, mais pas aux guerres. Depuis, il n'y a pas eu 70 ans de paix, mais 70 ans de conflits incessants et toujours pour les mêmes raisons.

Au lendemain même de la Seconde Guerre mondiale, les guerres coloniales menées par l'impérialisme français en Indochine et en Algérie, puis les guerres qui ont suivi la décolonisation de l'Afrique ont été marquées par autant d'atrocités. C'est avec une même violence que les États-Unis sont intervenus en Corée, au Vietnam et en Irak. Soutenus par les impérialismes de second ordre, ils continuent d'intervenir aujourd'hui où ils veulent et quand ils veulent. Le Moyen-Orient est à feu et à sang. De nouveaux foyers de tension ont éclaté dans les Balkans, en Ukraine... Depuis 70 ans, combien tous ces conflits ont-ils fait

de victimes ? Sans doute autant et finalement avec les mêmes atrocités que celles commises pendant la Deuxième Guerre mondiale.

À la fin de la Première Guerre, la colère des peuples avait déchaîné une puissante vague de révolte qui avait engendré la Révolution russe et déferlé sur un grand nombre de pays européens dont l'Allemagne. Malheureusement, l'URSS issue de la révolution était restée isolée et le système impérialiste avait connu un sursis au prix de dictatures comme celle du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, pour les dirigeants des impérialismes vainqueurs, il n'était pas question de prendre le moindre risque qu'une situation révolutionnaire se reproduise. Ils prirent toutes leurs précautions, aidés en cela par les dirigeants de l'URSS stalinienne, eux-mêmes impliqués dans la guerre mondiale, qui firent tout pour que celle-ci ne se transforme pas en guerre révolutionnaire. De leur côté dans les pays occidentaux, les partis communistes vinrent à la rescousse des

partis bourgeois, les aidèrent à remettre en place les États capitalistes, à reconstruire leur économie et à remettre en selle la bourgeoisie.

L'attitude du Parti communiste français qui, en mai 1945, faisait partie du gouvernement provisoire de De Gaulle, est à cet égard tout un symbole. Quand l'armée coloniale déclencha une répression féroce contre les manifestants algériens qui revendiquaient l'indépendance de leur pays, le PCF se montra solidaire, pas des manifestants algériens mais du gouvernement et de son armée. Il n'était alors pas question pour la bourgeoisie française de se passer de ses colonies et le PCF l'aida à s'y maintenir.

En ce 8 mai 2015, on peut dire que le monde a payé cher, payé de 70 années de conflits incessants, l'absence de révolution au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ces 70 années de sursis données à l'impérialisme laissent entiers tous les problèmes posés par la survivance de ce système d'exploitation et d'oppression, générateur de crises et de guerres.

Sophie Gargan

## Il y a 70 ans, Sétif

Il y a soixante-dix ans, le 8 mai 1945, la Deuxième Guerre mondiale s'achevait en Europe sur la défaite de l'Allemagne. Mais le même jour dans l'Algérie alors colonisée par la France à Sétif, Guelma, Khératta, des manifestants réclamant l'indépendance furent réprimés dans le sang. Ce 8 mai et les jours suivants, des dizaines de milliers de civils algériens

furent massacrés par la police, la gendarmerie, les milices armées par les autorités locales, l'armée française.

Ce crime d'État fut orchestré et couvert par le gouvernement d'alors, celui de De Gaulle auquel participaient au plus haut niveau des représentants des partis socialiste (SFIO) et communiste (PCF).

Un Collectif unitaire

pour la reconnaissance de ces massacres comme un crime d'État vient de se constituer. Il est soutenu par diverses associations, des partis politiques, dont Lutte Ouvrière, et appelle à un rassemblement.

**le 8 mai 2015, à 15 heures sur le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris, et devant les mairies.**



# Renault Trucks – Lyon : un plan de suppressions d'emplois pour gaver les actionnaires

À peine un plan de plus de 500 suppressions d'emplois vient-il de se terminer que Renault Trucks, filiale du groupe Volvo, annonce un nouveau plan de 591 suppressions de postes, en fait 512 car il y aurait dans le même temps 79 créations. Cela concerne plus de 10% de l'effectif des catégories concernées.

En plus de ce plan, la direction a aussi annoncé son intention de se séparer d'une grande partie des services informatiques dans le monde, dont quelques centaines de salariés en France. Et elle a beau faire la promesse que cette opération se ferait sans incidence sur les emplois, il y a suffisamment d'exemples dans l'actualité d'entreprises rachetées, y compris avec des promesses de garder les emplois, où l'on a vu très rapidement des suppressions d'effectifs.

La direction justifie son plan par la rentabilité du groupe Volvo, qui serait inférieure à celle de tous les autres constructeurs de poids lourds, et par la

pression des actionnaires qui exigent depuis des années une rentabilité au-dessus de 10%. Des actionnaires que Volvo traite avec grand soin puisque, pour la deuxième année consécutive, ils percevront plus de dividendes qu'il n'y a eu de bénéfices. Cela accentue l'endettement du groupe, pour le plus grand bonheur des banques. Et Renault Trucks n'est pas gêné de toucher des dizaines de millions d'euros d'aides publiques grâce au CICE, au CIR et au pôle de compétitivité LUTB, tout en licenciant.

Dans tous les pays où il est implanté, le groupe Volvo s'attaque à l'emploi : en deux ans, les effectifs ont diminué de 10%,

sans compter les nombreux salariés de prestataires de services qui ont quitté l'entreprise.

En Suède, en Espagne, au Japon, on ne compte plus les sites fermés ou dont l'effectif a fortement chuté.

En France, pour ce qui concerne Renault Trucks, seul l'établissement de Lyon (c'est-à-dire les sites de Vénissieux et de Saint-Priest) sera touché par ce plan, et uniquement les salariés ATAM (techniciens et agents de maîtrise) et les cadres, déjà majoritairement touchés par le plan précédent. Les ouvriers ne sont pas visés, mais cela n'empêche pas des suppressions d'emplois d'avoir lieu régulièrement dans



les ateliers, par lots d'une dizaine ou de quelques unités.

Bien sûr, des négociations vont s'ouvrir pour la mise en place d'un « plan social ». Mais la direction a déjà prévenu : à la différence de 2014 où le plan s'était terminé avec deux licenciements secs, le reste des suppressions d'emplois se faisant par des départs volontaires ou en retraite et préretraite, cette fois-ci

il risque d'y avoir beaucoup plus de licenciements.

Jeudi 30 avril, une délégation d'une trentaine de travailleurs de la comptabilité, la moitié de l'effectif de ce secteur particulièrement touché par les suppressions de postes, est venue interpellier la direction à la réunion extraordinaire du comité d'établissement. La réaction ne fait peut-être que commencer.

Correspondant LO

## NTN-SNR (bassin d'Annecy) : holà, Monsieur le procureur !

Comme la plupart des grandes entreprises, NTN-SNR Roulements (fabrication de roulements sur cinq sites du bassin d'Annecy, en Haute-Savoie) use et abuse depuis des années de l'emploi de travailleurs intérimaires en lieu et place de salariés en contrats à durée indéterminée.

Ces pratiques généralisées de précarité étaient dénoncées depuis des années par le syndicat CGT. Ainsi, en avril 2013, il dénonçait une proportion de 20% à 30% d'intérimaires dans les ateliers de production.

Dans la période de mi-2013, les cinq inspecteurs du travail chargés chacun d'un des cinq sites NTN-SNR mettaient en évidence, dans leurs contrôles, pas moins de 160 postes tenus par des intérimaires en lieu et place de travailleurs en CDI.

Par un courrier du 18 juillet 2013, l'inspecteur du travail chargé du site NTN-SNR d'Argonay

mettait la direction en demeure de se conformer à la loi. L'attitude de la direction le conduisait à réintervenir, jusqu'à dresser un procès-verbal le 16 juillet 2014. Celui-ci, comme il se doit, a été transmis au parquet. Par un courrier du 13 décembre 2014 au syndicat CGT, le procureur affirmait qu'il n'envisageait pas de poursuites.

Bien que l'infraction soit caractérisée, celui-ci estimait que, « s'il importe en effet de faire respecter les dispositions du Code du travail relatives au cas d'espèce, à la lutte contre un recours abusif à cette forme de précarité que constitue le travail temporaire, il

importe tout autant de tenir compte, dans une période de crise économique majeure, des contraintes fortes auxquelles les entreprises sont soumises, notamment sur les marchés fortement concurrentiels de la sous-traitance automobile et de l'aviation, sur lesquels intervient la société SNR. »

Cette réponse est particulièrement choquante. À se demander si ce procureur dépend du ministère de la Justice ou du ministère de l'Économie et des Finances, et s'il est chargé de faire respecter la loi ou d'anticiper la disparition du Code du travail.

Par ailleurs, il est de mauvaise foi d'évoquer « les marchés fortement concurrentiels de la sous-traitance automobile et de l'aviation, sur lesquels intervient la société SNR ». C'est oublier que NTN-SNR a été condamné à 201 millions d'euros d'amende par la

Commission européenne de la concurrence, en mars 2014, justement pour entente illicite avec quatre autres géants de la fabrication de roulements.

Et où est « la crise économique majeure » pour NTN-SNR, qui a vu son chiffre d'affaires en constante progression depuis dix ans et qui, au titre des exercices 2006 à 2012, a pu verser 322 millions d'euros aux actionnaires ?

À noter aussi dans cette affaire la coïncidence de plusieurs dates et événements. Après le PV de l'inspecteur du travail de juillet 2014, il y a eu le 30 octobre l'annonce par le ministre de l'Économie, Macron, d'une task-force automobile pour « identifier les futurs champions français de la sous-traitance auto », avec en parallèle une enveloppe d'aide aux équipementiers de 230 millions.

Puis, le 13 décembre

2014, le procureur a classé sans suite le PV de l'inspecteur du travail. Le lendemain, Macron annonçait officiellement la composition de la task-force automobile.

Surprise, les deux seuls « industriels » de ce groupe sont liés à NTN-SNR ! Il s'agit de Didier Sépulchre de Condé, ex-directeur général Europe et toujours haut dirigeant du groupe. Le second est Gérard Leclercq, ex-directeur des opérations du groupe Renault et, à ce titre, acteur principal de la vente de SNR au groupe japonais NTN en 2007.

Sous prétexte de « modernité », de « relance de l'économie et de la compétitivité », gouvernement et grand patronat s'entendent comme larrons en foire pour tenter de ramener plus d'un siècle en arrière les droits des travailleurs.

Correspondant LO



## ITRON – Chasseneuil-du-Poitou : des travailleurs bien décidés à se défendre

Depuis la mi-janvier, les travailleurs de l'usine Itron, située à Chasseneuil-du-Poitou, près de Poitiers, sont sous la menace d'un plan de liquidation de 124 des 277 emplois. Ils multiplient les actions pour défendre leur avenir. Et, à la veille du 1<sup>er</sup> mai, ils ont décidé de bloquer le site nuit et jour pour prévenir toute tentative patronale d'évacuer les stocks durant ce week-end prolongé.

Cette usine, qui fabrique des systèmes de comptage électrique pour les domaines industriel et domestique, fait partie de la multinationale nord-américaine Itron, qui regroupe 8 000 travailleurs à travers le monde. Les actionnaires ont décidé de supprimer 681 emplois (tous secteurs confondus) dans différents pays. Concrètement, pour le site poitevin, 75 % du secteur recherche et développement serait touché (soit

66 des 89 emplois) ainsi que 58 autres postes, en production, dans les services administratifs et commerciaux.

La direction envisage de délocaliser la fabrication des compteurs industriels vers la Hongrie pour ne garder, sur le site de Chasseneuil-du-Poitou, que la production du nouveau compteur électrique domestique Linky, justement développé dans cette usine. Les patrons qui viennent d'obtenir, en septembre

dernier, un contrat avec ERDF pour fabriquer pas moins de 1,2 million de ces nouveaux compteurs – sur un marché potentiel de 35 millions – remercient ainsi les travailleurs en leur montrant la porte. Pour les 153 qui resteraient, la direction reste évasive quant au maintien des postes au-delà de 2016, ce qui ne l'empêche pas de vouloir pousser la production au maximum, notamment par le recrutement prochain de près de 70 intérimaires. Licencier les uns, précariser les autres correspond bien à la politique générale du patronat.

Tirant toutes les ficelles pour bénéficier de financements publics, les patrons d'Itron-France ont perçu



pas moins de 21,3 millions d'euros, entre 2008 et 2013, au titre du Crédit impôt recherche. À ce propos, le député-maire PS de Poitiers, Alain Claeys, se targuait dans la presse locale d'avoir constaté l'absence d'abus dans cette affaire, concluant : « *Il n'y a pas de loup* ».

Depuis près de 4 mois, les travailleurs font parler d'eux, multipliant les déplacements au siège du groupe, à Issy-les-Moulineaux, ou ailleurs, interpellant des responsables

politiques de partis gouvernementaux, bloquant le site pour appuyer leurs représentants lors de discussions avec la direction.

Les diverses actions de ces travailleurs, leur présence fournie en tête de cortège lors de la manifestation du 9 avril, contraignent les plans d'une direction qui aurait souhaité une négociation plus confidentielle. Cette lutte de longue haleine, c'est bien la seule voie pour se défendre.

**Correspondant LO**

## Europcar : la grève suspendue... le mouvement continue !

Après plus d'un mois de grève, les salariés du service Greenway (département informatique) d'Europcar International sur le site de Voisins-le-Bretonneux, dans les Yvelines, ont décidé de suspendre la grève.

C'est ensemble, en manifestant avec slogans et chansons, que les 25 grévistes ont rejoint leur poste de travail. Certes, ils n'ont pas fait reculer la direction sur leurs revendications : une indemnité de 50 000 euros pour chaque salarié externalisé en raison du préjudice subi, et des engagements en termes de formations. Mais après plusieurs semaines de grève et même plusieurs mois pendant lesquels ils se sont

organisés et ont construit leur cohésion, ils sont plus que jamais moralement armés pour continuer la lutte.

La direction a essayé par tous les moyens de semer la division entre les « externalisés » et le reste des travailleurs, entre les deux services externalisés (ISD et APS Greenway) ainsi qu'entre les grévistes et les non-grévistes. Dernièrement, on a pu assister à une grande mise en scène, le DRH se montrant

soudainement compréhensif et voulant à tout prix donner plein d'argent à tous les salariés externalisés. Finalement, c'était pour mieux leur dire ensuite que personne n'aurait rien, en désignant les travailleurs en lutte comme les fautifs. La combine n'a pas fonctionné, la ficelle étant trop grosse et la direction ayant face à elle des travailleurs trop soudés pour se laisser bernier.

En effet, pendant toute leur grève, les travailleurs en lutte n'ont pas manqué de s'adresser à leurs collègues des autres services de l'entreprise ainsi qu'à leurs collègues d'Europcar France, confrontés aux

mêmes attaques de la part de la même direction. Ils ont régulièrement distribué un tract « *Les raisons de la colère* » pour exprimer leur propre point de vue et ne pas laisser à la direction le monopole de la communication. Récemment, ils ont organisé un pique-nique où ils ont pu à nouveau mesurer la solidarité de nombreux salariés d'Europcar. Le plus cocasse fut que des directeurs et leurs soutiens, hostiles à la grève, se sont sentis obligés de venir y faire un tour.

La grève suspendue, les réunions continuent à se tenir régulièrement pour décider des actions à mener. Soutenus par la CGT, la

quasi-totalité des grévistes a aussi assigné en justice la direction d'Europcar pour dénoncer le caractère illégal de l'externalisation.

Les travailleurs doivent faire face non seulement à une direction et ses plus hauts cadres, prêts à employer tous les moyens, mais aussi à l'action de certains responsables syndicaux qui, depuis l'annonce de l'externalisation, le 6 novembre dernier, ont tenté de couper les ailes aux travailleurs en mouvement.

Mais celui-ci reste fort et cohérent, traverse les événements avec fierté, et impose le respect...

**Correspondant LO**

## Gardes de nuit : la permanence des soins de moins en moins assurée

Le rapport publié le 23 avril par l'Ordre des médecins concernant la « permanence des soins » montre la dégradation du service des gardes que des médecins de ville assurent la nuit, le week-end et les jours fériés. Ces gardes, obligatoires jusqu'en 2002 et depuis basées sur le volontariat, sont de plus en plus difficilement assurées. Le rapport indique qu'en 2012, dans deux

départements français sur trois, 73 % des médecins de ville acceptaient de faire des gardes. En 2014 ils ne sont plus que 63 %.

Pour l'Ordre des médecins, cette situation s'explique, entre autres, par la politique gouvernementale d'austérité relayée sur le terrain par les agences régionales de santé (ARS). Celles-ci ont supprimé la prime « de nuit profonde » de minuit à 8 h du matin

d'un montant de 100 euros et elles envisageraient de supprimer la « prime de soirée » de 20 h à minuit qui est de 50 euros, la prime de week-end et jours fériés étant elle de 150 euros. Ceci n'explique sans doute pas tout car il y a aussi la diminution du nombre de généralistes – combien de médecins partant à la retraite ne trouvent pas ou difficilement de remplaçant ? – et les journées de

travail à rallonge. Mais dans ce domaine comme dans les autres, les économies sont la priorité du gouvernement socialiste avec l'idée peut-être que les services d'urgences des hôpitaux, ouverts jour et nuit, peuvent se substituer aux gardes. Or ces services sont déjà surchargés, là aussi faute de moyens humains et matériels, et la diminution des gardes de nuit et de week-end ne peut

qu'aggraver cette situation.

La présidente de la commission des Affaires sociales à l'Assemblée, Catherine Lemorton, députée PS qui prépare un rapport parlementaire sur le sujet de la « permanence des soins » appelle en tout et pour tout les médecins « à faire un effort, c'est leur devoir »... Ce n'est pas avec ça que le problème sera résolu.

**Cédric Duval**



## PSA Rennes : Tavares fait son marché

À la veille du 1<sup>er</sup> mai, Carlos Tavares, PDG du groupe PSA, est venu à l'usine de Rennes-la-Janais pour, officiellement, inaugurer Excelcar, une plate-forme de recherche sur les carrosseries.

Cette unité, située dans l'enceinte de l'usine PSA, est présentée comme une des réussites des projets de ré-industrialisation qui, en compensation du plan de 1 400 suppressions de postes à l'usine en 2014, devaient créer au total au moins 400 emplois.

Excelcar, inauguré en grande pompe par Tavares devant tout un parterre d'élus locaux socialistes qui financent le projet avec des fonds publics, n'emploie

que 80 personnes, dont 17 salariés de PSA.

Un an après la fin du plan de licenciements, la plupart des projets de ré-industrialisation sont tombés à l'eau. Pour le moment, en plus des 17 techniciens et ingénieurs de PSA travaillant pour Excelcar, une centaine d'autres salariés de PSA seulement ont conservé un emploi par ce biais dans la rénovation de rames TGV pour la SNCF, la construction de logements

à partir de containers maritimes ou encore dans un site d'enfouissement des déchets de Suez. On est donc loin des 400 emplois que PSA promettait.

Mais, si Tavares s'est déplacé à l'usine, c'est moins pour vanter ce genre de projet que pour faire du chantage auprès des élus locaux sur le maintien d'une activité automobile à la Janais, en échange de subventions publiques de plusieurs dizaines de millions d'euros.

Les élus socialistes ne se font d'ailleurs pas prier pour dire qu'ils sont disposés à faire ce qu'il faut



pour que PSA maintienne des emplois dans l'usine. Seul le maire socialiste de Chartres-de-Bretagne, où est implantée l'usine de la Janais, a osé mettre en doute la sincérité de PSA sur le maintien des emplois en échange des subventions publiques, qu'il juge disproportionnées. Ses

interventions publiques en ce sens lui ont valu d'être mis au ban par ses amis socialistes, ceux-ci lui retirant toute responsabilité dans la nouvelle assemblée départementale où il est élu. Quand l'intérêt des patrons est en jeu, c'est silence dans les rangs!

**Correspondant LO**

## Le mécontentement s'exprime

La venue du PDG à la Janais s'est faite au moment où plusieurs dizaines de travailleurs de l'usine se mobilisent avec la CGT contre les modifications de l'organisation du travail aggravant toujours plus l'exploitation. Toutes les semaines, des postes sont supprimés, alors que les cadences augmentent. Toutes les semaines, la direction rajoute des demi-heures de travail supplémentaires, bien souvent même pas payées en vertu du plan de compétitivité, pour

compenser les pannes de plus en plus fréquentes sur les installations.

Un premier débrayage avait eu lieu le 9 avril à l'appel de la CGT, pour exiger des postes en plus et l'arrêt des heures supplémentaires. Les 150 ouvriers qui s'y étaient joints avaient bloqué la production pendant plusieurs heures. Cela avait contraint la direction à dire qu'elle étudierait des aménagements de postes.

Aucune amélioration ne venant, la CGT a de nouveau appelé à débrayer pour

interpeller le directeur de l'usine à l'issue de la réunion du comité d'entreprise du mercredi 29 avril. Et le directeur a préféré fuir par une porte dérobée plutôt que d'affronter la colère de la centaine d'ouvriers qui l'attendaient.

Ces ouvriers mesurent, au travers de ces actions, combien la direction redoute leur mobilisation. C'est la contagion à d'autres travailleurs qui pourra la faire reculer.

**Correspondant LO**

## Mory Ducros – Mory Global : en un an, 5 000 licenciements !

**Jeudi 30 avril, Mory Global a fermé ses portes définitivement, licenciant 2 150 personnes. Déjà début 2014, Mory Ducros, pourtant un des leaders dans le domaine de la messagerie, avait mis la clé sous la porte en licenciant 2 800 salariés.**

Le patron en faillite, Arcole, reprenait une partie de l'activité avec près de 2 000 salariés sous le nom de Mory Global. Pour cette reprise il obtenait du gouvernement des aides de 17,5 millions d'euros, dont il utilisait immédiatement presque la moitié, soit 7,5 millions d'euros pour financer le Plan de sauvegarde de l'emploi de Mory Ducros. Mais un an plus tard, le 31 mars 2015, Arcole demandait la liquidation judiciaire de Mory Global, qui devint effective le 13 avril, faute de repreneur.

Pour les salariés de Mory Global c'est donc l'heure des lettres de licenciement. Mais c'est aussi

l'inquiétude pour les salariés des sous-traitants : près de 2 000 personnes sont menacées directement par la fermeture.

Hollande a, dans son interview du 19 avril à Canal Plus, dénoncé l'actionnaire qui a « pris la fuite ». Il l'avait pourtant largement soutenu au moment de la liquidation de Mory Ducros, et Hollande a affirmé que le gouvernement avait tout fait pour que les salariés « aient des indemnités, des reclassements et que l'on puisse leur trouver de l'emploi ». Finalement, tout ce que le gouvernement et Hollande ont fait est de permettre à Arcole de continuer ses mauvais coups en

fermant définitivement l'entreprise.

Aujourd'hui, le gouvernement se vante des 6 millions d'euros qui seront versés aux salariés de Mory Global par le Fonds européen d'ajustement et qui s'ajoutent aux primes légales de licenciement. Et il avance le fait que la loi Macron permettra, selon lui, de « créer de l'activité » dans le secteur du transport et de la logistique « très affecté par la crise ».

En attendant, en moins d'un mois ce sont plus de 3 000 suppressions d'emplois qui ont été annoncées dans le transport routier de marchandises, avec les 2 000 licenciements chez Mory Global, 500 chez Gefco et 600 dans la filiale logistique d'Intermarché. À tous ces salariés privés brutalement de leur emploi, Hollande n'a à offrir que des paroles.

**Cédric Duval**

## PSA Sochaux : débrayage contre le régime de caserne

Vendredi 24 avril, plusieurs dizaines d'ouvriers de PSA Sochaux ont posé les outils pour protester contre les règles vexatoires que la direction voudrait ajouter au règlement intérieur.

En résumé, pour le patron, seraient passibles de sanctions : ceux qui ne porteront pas la tenue image (pantalon, t-shirt PSA...), ceux qui n'auront pas prévenu dans les deux heures d'un retard ou d'une absence, ceux qui mangeront leur sandwich ailleurs que dans les UEP ou les réfectoires. Il en

serait de même pour ceux qui, dans les ateliers, traverseront en dehors des passages piétons et pour ceux qui auront sur eux leur téléphone allumé. Enfin, la direction s'autorisera à faire procéder à des dépistages de drogue sur qui et quand elle le voudra.

Inutile de dire que Peugeot est très mal placé pour donner des leçons de bonne conduite ! Les travailleurs qui ont protesté ont dit tout haut ce que pense le plus grand nombre.

**Correspondant LO**

## Renault : le grand manège

Jeudi 30 avril avait lieu l'assemblée générale des actionnaires du groupe Renault, et la direction de celui-ci avait réservé une salle au Carrousel du Louvre pour accueillir en grande pompe ses actionnaires.

À l'entrée se bousculaient nombre d'actionnaires venus voter les différentes résolutions proposées par la direction. Petits ou gros actionnaires, il suffisait d'avoir une action pour être convié. Mais un groupe de 60 travailleurs représentant différents sites Renault (Cléon, Flins, Lardy, Le Mans, Technocentre et réseau

commercial) s'est également présenté à l'entrée des festivités, avec drapeaux, tracts et slogans, au grand étonnement des visiteurs. Les revendications mises en avant portaient sur des augmentations de salaire, et des augmentations massives, après des années de restrictions dues entre autres à l'accord de compétitivité Renault imposé en 2013.

Cela faisait longtemps qu'une délégation des travailleurs de Renault ne s'était pas ainsi fait entendre, troublant quelque peu le ronron de l'assemblée des actionnaires.

**Correspondant LO**



## Délifrance-Labeuvrière : ces trusts qui font du blé!

**Les 164 salariés, dont 50 intérimaires, de Délifrance, près de Béthune, fabriquent des viennoiseries, croissants, pains au chocolat surgelés. En 2009, les machines ont été très automatisées et 50 postes de travail supprimés. Depuis, les lignes fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. On produit de plus en plus avec moins d'ouvriers : il y en a huit de moins que l'an dernier.**

Concrètement, les ouvriers travaillent plus d'un dimanche sur deux, que ce soit en production, en maintenance ou au nettoyage... et la charge de travail est de 15 % plus importante. Au nettoyage par exemple, six personnes font le travail de huit auparavant. La vie de famille

est devenue très compliquée, pour un personnel dont la moitié sont des femmes.

L'automatisation n'a pas supprimé les maladies professionnelles, et les conditions de travail sont toujours très pénibles. Porter des charges ou courber les croissants à la main

(40 à la minute), toujours dans le froid, provoque des tendinites ou des lombalgies, de gros problèmes d'épaules ou de dos... D'où 12 % d'absentéisme.

L'année 2015 est de plus marquée par une baisse de la participation, passée à 45 euros contre 450 l'an dernier ! L'augmentation de salaire n'a été que de 0,8 %. Les patrons disent constamment que l'entreprise a des difficultés et ne peut pas faire plus, alors que les dix rémunérations les plus élevées de Délifrance ont augmenté de 17 %.

L'usine fait partie du groupe Nutrioxo, leader européen qui a été repris par la multinationale Vivescia en 2012. Ces groupes riches ne connaissent pas la crise. Chacun restructure, l'un après l'autre; tous font du profit sur le dos des travailleurs, car les rachats, reventes ou fermetures de sociétés vont bon train.

En ce moment, les 74 salariés de Sofrapain à Vaulx-en-Velin, qui fait partie du même groupe, sont sur la sellette et pourraient faire les frais de la rentabilisation avec la fermeture fin août.

75 % des ouvriers de Labeuvrière ont débrayé pour soutenir leurs collègues de Vaulx-en-Velin et montrer qu'ils ne sont pas d'accord, comme d'autres sites de l'entreprise. Chacun est conscient qu'il pourrait être le prochain, les patrons voulant doubler leur bénéfice en cinq ans.

Nutrioxo a largement les moyens de répartir la production entre toutes les usines et de garder tout le personnel. Tous les travailleurs ont besoin de leur salaire.

**Correspondant LO**

## Vaulx-en-Velin : des ouvriers boulangers privés de leur gagne-pain

À la boulangerie industrielle Sofrapain de Vaulx-en-Velin, dans le Rhône, les salariés ont fait grève au début du mois d'avril pour refuser la fermeture de leur usine annoncée par la direction.

La société Sofrapain avait été rachetée en 2009 par le groupe français Nutrioxo, qui avait alors fermé un site à Morangis, avant de supprimer 36 postes sur 105 à Vaulx-en-Velin, au début de l'année 2014. Pour protester contre ces suppressions d'emplois et les conditions de départ qu'on leur proposait, les travailleurs avaient alors fait plus

d'une semaine de grève.

Aujourd'hui, ils dénoncent les 74 nouvelles suppressions d'emplois et la liquidation programmée de cette usine de l'agglomération lyonnaise décidées par Nutrioxo, qui n'a racheté Sofrapain que pour accéder à son fichier de clients.

Les travailleurs ont mille fois raison de se battre contre ce leader européen de meunerie industrielle, qui réalise des millions d'euros de bénéfices et n'achète des entreprises que pour mieux détruire les emplois!

**Correspondant LO**

## Leader Price - Pessac : sixième semaine de grève contre un patron voyou

**Depuis le 6 avril, les neuf salariés du magasin Leader Price de Pessac en Gironde sont en grève illimitée pour obtenir la réintégration de quatre travailleurs en CDD, licenciés alors qu'ils travaillaient dans le magasin sans contrat de travail. Ils demandent aussi le paiement des heures supplémentaires et des salaires en retard depuis plusieurs mois.**

Leader Price avait racheté ce magasin à l'enseigne Mutant et, en quinze mois, une bonne partie des salariés a été licenciée et les conditions de travail se sont rapidement dégradées. La grève a démarré suite au licenciement d'un employé en CDD qui n'avait pas de contrat de travail. Les salariés ont multiplié les occasions de faire connaître leur lutte : ils étaient présents à la manifestation

nationale du 9 avril et à celle du 1<sup>er</sup> mai. Le 16 avril, ils sont allés rejoindre le rassemblement des salariés de l'usine Sanofi, en grève également à ce moment-là, et ils en ont profité pour s'adresser aux salariés d'un autre Leader Price. Avec le soutien de l'union locale CGT, deux rassemblements ont eu lieu le 25 avril et le 2 mai devant le magasin : soixante-dix personnes étaient présentes, militants

d'entreprises proches mais aussi clients du magasin solidaires des grévistes.

Pour l'instant, la direction du magasin n'a pas cherché à discuter avec les grévistes et ne tient pas compte des courriers qu'elle a reçus de l'Inspection du travail. Leader Price fait partie du groupe Casino, un groupe dont les actionnaires vont se partager 350 millions de bénéfices cette année et dont le PDG, Jean-Charles Naouri, est la 53<sup>e</sup> fortune de France, une fortune qui a progressé de 40 % en un an. Les neuf grévistes, par la solidarité et par la grève, veulent faire respecter leurs droits élémentaires.

**Correspondant LO**

## Carrefour Market - Vanves : les caissières en grève

Depuis le 6 février 2015, des grèves et des manifestations se développent sur tout le territoire dans les Carrefour Market : Paris, Moirans, Taverny, Tremblay, Livry-Gargan, Châtillon, Vanves, Meudon, Courbevoie, Nice Mont-Boron...

Les caissières demandent de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Certaines caissières n'ont que 800 euros ou 900 euros pour vivre car elles sont à temps partiel. D'autres, avec vingt ans d'ancienneté, touchent 1 100 euros ou à peine plus ! Les conditions de travail se dégradent de plus en plus avec les horaires décalés.

Elles travaillent parfois le dimanche, tard le soir et très tôt le matin. En plus, la direction a l'intention de mettre en place des balances aux caisses, pour la pesée des fruits et légumes des clients. Non seulement la direction refuse d'augmenter les salaires, mais elle rajoute des tâches et du stress aux caissières.

Alors, au Carrefour de Vanves, en banlieue parisienne, après les grèves des 5 mars et 11 avril, les caissières et caissiers ont décidé de remettre ça le samedi 2 mai. Ils ont fait grève pendant une heure, de 9 h à 10 h, avec un rassemblement devant le magasin, prise de parole

et signature de pétition. Des militants syndicaux de l'union locale CGT de Vanves-Malakoff-Montrouge et de SUD-Solidaires de La Poste étaient aussi présents. Le soutien aux caissières en grève était fort et chaleureux et de nombreux clients ont signé la pétition.

À la fin du rassemblement, tous sont entrés dans le Carrefour Market avec drapeaux et sono.

**Correspondant LO**





# Usine Sambre et Meuse (Feignies) : la mobilisation se poursuit

Depuis sa mise en liquidation judiciaire le 18 mars, l'usine Sambre et Meuse, à Feignies près de Maubeuge (Nord), est occupée nuit et jour sans interruption.

Les derniers salaires ont été payés le 21 avril par l'AGS, l'organisme de garantie des salaires en cas de faillite. La majorité des travailleurs ont signé un contrat de sécurisation professionnelle et devraient percevoir une allocation correspondant à 75 % du salaire brut pendant un an. L'entreprise, qui avait présenté

un projet de reprise partielle, a finalement retiré son offre et, visiblement, les pouvoirs publics et le liquidateur sont pressés de tourner la page.

Ce n'est pas le cas des travailleurs de Sambre et Meuse qui, eux, sont bien décidés à continuer à se faire entendre le plus longtemps possible pour défendre collectivement

leurs droits.

De nombreuses actions en direction de la population ont été menées : organisation de journées portes ouvertes avec visite de la fonderie, distribution de tracts dans toute la ville, soirée de soutien... À chaque fois, les gestes de solidarité n'ont pas manqué. Vendredi 24 avril, une manifestation, la troisième, a réuni plusieurs centaines de personnes au centre-ville de Maubeuge, pour dénoncer l'ensemble des attaques patronales sur l'emploi et



Nathalie Arthaud avec les travailleurs de Sambre et Meuse, le 28 avril.

les salaires dans la région, ainsi que la complicité des autorités publiques et du gouvernement.

Dans la dernière semaine d'avril, les travailleurs de Sambre et Meuse ont reçu le soutien d'Olivier Besancenot pour le

NPA, de Nathalie Arthaud pour Lutte Ouvrière, de représentants du Parti de gauche et du Parti communiste.

Les ouvriers de Sambre et Meuse n'ont pas dit leur dernier mot.

**Correspondant LO**

# Michelin : mort d'un « sale capitaliste »

Vendredi 30 avril, après l'annonce de la mort de François Michelin, les drapeaux étaient en berne sur tous les sites Michelin. Mais dans les usines, l'émotion n'était pas à la hauteur des interviews de salariés sélectionnés par les médias. Celui qui se vantait en 2013 d'être un « sale capitaliste » était un bourgeois réactionnaire militant.

François Michelin, présenté comme un conquérant, un humaniste ou un grand capitaine d'industrie, a hérité d'un groupe dont la fortune s'est construite notamment sur la vente de matériel militaire et d'avions pendant la

Première Guerre mondiale ; un groupe qui a imposé les pires conditions de vie et de travail aux coolies dans ses plantations d'hévéa en Indochine et qui continue d'en exploiter, en Afrique notamment.

Il ne cessait de fustiger

le droit du travail français comme étant d'inspiration marxiste. Il ne supportait pas l'existence des syndicats. Et il avait une haine des fonctionnaires.

En 1968, il avait claqué la porte du CNPF, l'ancêtre du Medef, outré par les accords de Grenelle négociés suite à la grève générale de mai. Il dénonçait notamment les augmentations salariales et les concessions faites aux syndicats. Lors des négociations à Clermont-Ferrand, refusant de rencontrer les

organisations syndicales, il imposa un médiateur qui faisait la navette entre eux.

François Michelin a également à son palmarès sept plans « sociaux », du début des années 1980 jusqu'en 1999, avec plus de 16 000 suppressions d'emplois en France. À Clermont-Ferrand, les effectifs sont passés de 30 000 à 12 000 aujourd'hui.

Les hommes politiques et les médias ne tarissent pas d'éloges. Le gouvernement socialiste envisage d'envoyer un représentant

aux obsèques, qui seront dirigées entre autres par Etienne Michelin, évêque de Chartres et fils du défunt.

En revanche, les travailleurs qui ont été exploités sous la direction de François Michelin, ou ceux qui continuent de subir les augmentations de cadence, la dégradation des conditions de travail, les bas salaires ou les licenciements, ne vont guère le pleurer aujourd'hui.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos**

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Pour les malvoyants**

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Népal: le séisme et les priorités des grandes puissances

Le séisme, survenu le 25 avril au Népal, a fait plus de 7 000 morts et 14 000 blessés, selon le bilan encore provisoire communiqué dimanche 3 mai.

Ce bilan risque de s'aggraver, bien des villages où toutes les maisons ont été détruites, n'ayant encore pu être atteints. De plus, les répliques sont incessantes et laissent craindre des dégâts supplémentaires.

Selon la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge l'aide humanitaire tarde à arriver, le petit aéroport à la piste unique ne pouvant pas accueillir tous les avions qui se présentent. Il manque aussi du personnel pour trier et redistribuer rapidement toutes les

merchandises qui arrivent.

Mais il est surtout à noter que les autorités des pays les plus riches, notamment le gouvernement français, se sont montrées plus préoccupées de rapatrier leurs ressortissants que d'apporter de l'aide à l'ensemble des victimes de la catastrophe.

Lundi 4 mai, soit plus de dix jours après le séisme, les autorités américaines annonçaient en tout et pour tout l'envoi d'un avion de transport militaire et de quatre hélicoptères.

Il n'est visible-ment pas dans les intentions des grandes puissances de consacrer ne serait-ce qu'une partie de leur arsenal militaire en activité, ou même en attente, et du matériel logistique dont ils disposent pour porter une assistance rapide aux populations, à acheminer les denrées qui manquent, à dégager les routes ou à permettre d'atteindre les zones encore inaccessibles.

Et même après plusieurs jours, alors qu'un risque d'épidémie est pointé en particulier parmi



le 1,7 million de gens qui vivent dans des conditions déplorables et avec l'arrivée de la mousson, il ne semble pas que les pays qui en auraient largement les moyens envisagent de les mobiliser. Le Népal est le pays de l'Everest apprécié

par les alpinistes, mais il est surtout l'un des pays les plus pauvres de la planète, et cette catastrophe met en évidence l'égoïsme et l'indifférence des dirigeants des grandes puissances.

David Marciel

# Mauritanie: grève victorieuse aux mines de Zouérate

Le 1<sup>er</sup> mai 2015, les travailleurs de la grande mine de fer de Zouérate en Mauritanie ont manifesté au coude à coude après une longue grève que ni le patronat ni le gouvernement n'ont réussi à briser. Quatre jours auparavant ils avaient obtenu la réintégration du dernier gréviste que la direction de la mine s'obstinait à vouloir licencier, au mépris de tous ses engagements, Ahmed Vall ould Cheibany. Les délégués des travailleurs en grève avaient conditionné la poursuite des négociations sur les revendications à sa réintégration.

À Zouérate, les travailleurs ont toujours su se faire respecter malgré la répression et son lot d'arrestations, de licenciements et même de morts comme cela avait été le cas en 1968 où l'armée mauritanienne avait tué huit grévistes. Dans le dernier numéro de leur journal *Le Pouvoir aux Travailleurs*, nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes (UATCI-UCI) décrivent la grève.

Durant plus de deux mois (du 28 janvier au 3 avril), la SNIM (Société nationale industrielle et minière) a été paralysée par une grève générale. C'est la plus longue grève qu'ait connue cette société depuis sa création. Elle a été très largement suivie

par l'ensemble des travailleurs de cette entreprise qui exploite les mines de fer de Zouérate et dont l'État mauritanien détient près de 80 % du capital. Elle compte quelque 6 000 emplois directs, dont 4 500 à Zouérate. C'est le deuxième employeur du pays après

l'État. C'est aussi la principale source de devises du pays avant les activités de la pêche et l'extraction du pétrole. Plus du quart du budget de l'État mauritanien provient des activités de la SNIM.

Ce qui a mis les travailleurs en grève, c'est le mépris avec lequel la direction de la SNIM a refusé d'appliquer un accord qu'elle avait pourtant signé en mai 2014 avec les syndicats des travailleurs pour un relèvement des salaires et des primes de rendement, entre autres. Elle croyait que les travailleurs resteraient sans réagir, mal lui en a pris. La colère a été telle que les ouvriers se sont mobilisés avec une vitesse et une force auxquelles la direction ne s'attendait probablement pas. Les grévistes ont affirmé haut et fort qu'ils étaient « prêts à aller jusqu'au bout », jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Dans un premier temps, la direction a voulu jouer aux gros bras en licenciant

d'un seul coup 400 grévistes. Loin de mettre fin au mouvement, cette sanction n'a fait que renforcer la combativité. Du coup, la réintégration de grévistes licenciés a été inscrite dans la plateforme revendicative.

Par la suite, la direction a joué sur le pourrissement de la grève et sur la démoralisation des grévistes, mais ceux-ci ont tenu bon malgré la fatigue et le manque d'argent, grâce à leur solidarité et au soutien de leurs familles. Ils ont fait des marches et des rassemblements devant la mairie pour sensibiliser les habitants et pour faire pression sur les autorités politiques. Ils ont envoyé une délégation dans le port minéralier de Nouadhibou, où est acheminé le minerai par le chemin de fer partant de Zouérate. Les ouvriers du port ont alors rejoint le mouvement de grève. C'est alors seulement que le gouvernement, ayant eu peur que le mouvement n'atteigne d'autres

catégories de travailleurs dans la capitale, a décidé d'intervenir pour obliger la direction de la SNIM à reprendre les négociations avec les délégations syndicales « sous 48 heures ».

Les travailleurs ont obtenu la réintégration des 400 grévistes et le paiement des deux mois de grève, un mois payé par l'État et l'autre par la SNIM sous forme « d'avance sur production ». Dès que le président mauritanien a annoncé la reprise des négociations entre les représentants des travailleurs et la direction de la SNIM, ce fut une explosion de joie parmi les travailleurs.

Le lendemain, ils ont repris le travail la tête haute, mais ils ne sont pas prêts d'oublier que même si la direction signe des engagements pour l'amélioration des salaires et des primes, elle ne les appliquera que si elle est contrainte par la mobilisation des travailleurs.

Le Pouvoir aux Travailleurs

# USA: six policiers meurtriers inculpés

Après l'inculpation le 1<sup>er</sup> mai des policiers de Baltimore responsables de la mort d'un jeune, nous publions cette traduction d'un article du journal trotskyste américain *The Spark*, daté du samedi 2 mai. <http://the-spark.net>

Les six flics qui ont tué Freddie Gray à Baltimore ont été inculpés. Freddie Gray n'est pas le premier à avoir été mis à l'arrière d'un fourgon de police, pour le blesser. Sans ceinture de sécurité, les mains menottées dans le dos, les

pieds attachés, il a heurté les parois du fourgon. D'autres que lui ont été gravement blessés ainsi, voire paralysés. Et Freddie Gray n'est pas le premier à mourir ainsi.

Pourtant, c'est la première fois qu'un policier

de Baltimore est inculpé pour ce crime. N'est-il pas évident que si les jeunes n'étaient pas descendus dans la rue lundi soir [le 27 avril], les policiers n'auraient pas été inculpés ? Pourtant, le gouverneur du Maryland, la maire de Baltimore et le président des États-Unis ont tous traité ces jeunes de « voyous ». Ces hypocrites dirigent un système dans lequel des flics ont tué des jeunes gens

dans la rue, sans conséquence. Que ces hypocrites nomment les jeunes comme ils veulent ; les jeunes eux-mêmes savent pourquoi les meurtriers ont été mis en examen. (...)

Personne ne doit croire, parce que six policiers meurtriers ont été inculpés, que « justice » sera rendue. Ni à Baltimore ni ailleurs. Le problème dépasse largement le cas des policiers. La police ne fait que protéger

un système bâti sur l'exploitation, le chômage et l'oppression raciste.

Les affrontements dans les rues de Baltimore ne changeront rien de tout cela. Mais la conscience acquise par ces jeunes en s'affrontant à la police pourrait bien leur servir dans les combats futurs qu'il reste à mener. Toute la classe ouvrière doit y prêter attention.

The Spark